

Aux Pays-Bas

La lassitude paraît gagner les commandos moloquois

LIBRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 MF; Tunisie, 1,20 M.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, 9 0/10; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 30 pes.; France, 20 fr.; Grèce, 20 dr.; Italie, 200 L.; Japon, 175 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr. S.A.; U.S.A., 65 cts; Royaume-Uni, 10 s. 6d.

Tarif des abonnements (hors P.T.)

1 an, 150 F; 6 mois, 80 F; 3 mois, 45 F; 1 mois, 15 F.

Abonnement d'essai, 5 F.

Les abonnements sont payables à l'avance.

Service des abonnements : 15, rue de Valenciennes, 75013 Paris.

Tél. : 246-72-23

A Alger

Kanapa réaffirme le soutien du P.C. à la détermination du peuple sahraoui

ALGER, 1er juin. — M. Jean Kanapa, secrétaire général du P.C. algérien, a déclaré hier à Alger, au cours d'une conférence de presse, que le P.C. algérien continuait de soutenir le peuple sahraoui dans sa lutte pour l'indépendance. Il a souligné que le P.C. algérien était conscient de la gravité de la situation et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider le peuple sahraoui.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a également déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

ALGER, 1er juin. — M. Kanapa a déclaré que le P.C. algérien était conscient de la nécessité de renforcer la coopération entre les différents fronts de libération. Il a souligné que le P.C. algérien était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider les autres fronts de libération.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La difficile reprise du dialogue entre Hanoi et Washington

M. DE GUIRINGAUD : propos scandaleux

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, a déclaré hier à Paris, au cours d'une conférence de presse, que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud a déclaré que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud a déclaré que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud a déclaré que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud a déclaré que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud a déclaré que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud a déclaré que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

Paris, 1er juin. — M. de Guiringaud a déclaré que le dialogue entre Hanoi et Washington était difficile. Il a souligné que le dialogue était difficile car les deux parties avaient des intérêts divergents.

M. Kurt Waldheim somme la Rhodésie de retirer ses forces du Mozambique

L'attitude de la Rhodésie, invoquant le « droit de suite » contre les guerilleros nationalistes pour occuper la ville de Mapai, située à 75 kilomètres à l'intérieur du territoire mozambicain, a suscité, mercredi 1er juin, une vive réaction de M. Kurt Waldheim.

Le secrétaire général de l'ONU a condamné les dirigeants de Salisbury et déclaré : « La Rhodésie doit retirer ses forces du territoire du Mozambique immédiatement et sans conditions ».

Le même jour, M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, s'est dit, à Londres, « extrêmement préoccupé » par des événements qui pourraient déclencher un conflit militaire dans cette région.

Les départs d'Européens de Rhodésie prennent par ailleurs une telle ampleur qu'ils pourraient entraîner, à la fin de l'année, une diminution de quinze à vingt mille personnes de la communauté blanche (lire page 3 l'article de notre envoyé spécial).

De notre envoyé spécial

Salisbury. — Les forces rhodésiennes qui ont pénétré au Mozambique le dimanche 29 mai demeureront à Mapai, agglomération occupée lundi, jusqu'à l'obtention de la sécurité de la zone. Les rhodésiens ont pris possession de la ville de Mapai, située dans une zone particulièrement sensible. « Nous sommes tombés sur les Mozambicains de temps en temps, mais ce n'est pas notre objectif », a-t-il dit.

Les Rhodésiens maintiennent que cette « poursuite à chaud » (hot pursuit) en territoire mozambicain ne constitue pas un changement de politique et qu'ils continuent d'agir ainsi chaque fois que l'intérêt du pays sera en cause, pour reprendre l'expression du général Walls.

Il est difficile, pour l'instant, de se faire une idée précise du bilan d'une incursion qui n'a rencontré, à l'ouest, que la résistance du terrain. Le général Walls a admis qu'il n'y avait eu ni « morts » ni « blessés ». Mais il a maintenu qu'il avait atteint l'objectif qu'il s'était fixé. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

On s'interroge sur la durée possible d'une opération qui serait destinée à occuper la zone de Mapai. Le général Walls a déclaré qu'il n'y avait eu ni « morts » ni « blessés ». Mais il a maintenu qu'il avait atteint l'objectif qu'il s'était fixé. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le général Walls a refusé de révéler l'importance des effectifs rhodésiens engagés, mais il a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que le commandement rhodésien avait subi des pertes. Il a souligné que les forces rhodésiennes n'avaient pas subi de pertes et qu'elles étaient prêtes à reprendre l'offensive.

Le gouvernement cherche à enrayer le chômage et la hausse des prix des produits alimentaires

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 1er juin, devait entendre une communication de M. Christian Baulieu, ministre du travail, sur la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan Barre bis.

de 4 % à leur niveau d'avant la crise.

Le comité des prix, qui regroupe à titre consultatif les représentants des diverses professions (agriculteurs, industriels, commerçants) des associations de consommateurs et des syndicats, devait, de son côté, être informé lundi ou mardi prochain des décisions que prépare le gouvernement pour mieux contrôler l'évolution des prix des produits alimentaires, celle des fruits et des légumes notamment, dont la hausse inquiète les pouvoirs publics.

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Le comité des prix, qui regroupe à titre consultatif les représentants des diverses professions (agriculteurs, industriels, commerçants) des associations de consommateurs et des syndicats, devait, de son côté, être informé lundi ou mardi prochain des décisions que prépare le gouvernement pour mieux contrôler l'évolution des prix des produits alimentaires, celle des fruits et des légumes notamment, dont la hausse inquiète les pouvoirs publics.

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

Aucune décision n'est encore prise, les services de M. Boulin continuant d'étudier l'évolution des prix de gros et de détail pour voir si des abus ont été commis au cours des derniers mois, et dans l'affirmative, à quel stade de la distribution. Il semble pourtant que des mesures soient envisagées, dont quelques-unes concernent les marges bénéficiaires des commerçants (grossistes et détaillants).

TOUS LES TRABUSSEAU BONNE

LATREILLE

HABILLEUR
CHEMISIER - CHAPELIER
CHAUSSEUR

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62 rue St-André-des-Arts
PARIS 6

CATALOGUE SUR DEMANDE

Cartier

présente

ses Créations Boutique 1977

du mardi au dimanche
de 10 heures à 18 heures

13 rue de la Paix à Paris

l'exposition est ouverte
du mardi au dimanche
de 10 heures à 18 heures

UNE PRÉCIEUSE AMITIÉ

pour offrir un peu de cette précieuse amitié

JACQUES TOUR

JOAILLIER

15 rue de la Paix à Paris

A PROGRAMMATION

ARD

15 rue de la Paix à Paris

AU JOUR LE JOUR

Le bonheur des autres

Qu'à l'occasion de la conférence du Commonwealth, le maréchal Amin Dada décide de gagner l'Angleterre, en avion, en parachute, et à la nage, par l'Écosse ou par la Cornouailles, il mettra dans tous les cas sur les dents la R.A.F., la Navy, la police et l'Église de la cour de St. James.

Le maréchal Amin Dada décide de gagner l'Angleterre, en avion, en parachute, et à la nage, par l'Écosse ou par la Cornouailles, il mettra dans tous les cas sur les dents la R.A.F., la Navy, la police et l'Église de la cour de St. James.

Le maréchal Amin Dada décide de gagner l'Angleterre, en avion, en parachute, et à la nage, par l'Écosse ou par la Cornouailles, il mettra dans tous les cas sur les dents la R.A.F., la Navy, la police et l'Église de la cour de St. James.

Le maréchal Amin Dada décide de gagner l'Angleterre, en avion, en parachute, et à la nage, par l'Écosse ou par la Cornouailles, il mettra dans tous les cas sur

PROCHE-ORIENT

Israël

LE DASH
REPREND LES NÉGOCIATIONS
AVEC LE LIKOUV

Jérusalem (A.F.P.). — M. Yehiel Yadin, dirigeant du Dash, a répondu positivement dans la soirée du mardi 31 mai à la proposition du chef du Likoud, M. Menahem Begin, de reprendre les négociations en vue de la formation d'une coalition gouvernementale. Le Dash avait suspendu les négociations avec le Likoud après que M. Begin eut offert le poste de ministre des affaires étrangères à M. Moshe Dayan, ancien ministre travailliste de la défense. M. Samuel Tamir, l'un des dirigeants du Dash, s'est réservé cependant le droit de refuser de se joindre à la coalition envisagée si certaines de ses demandes n'étaient pas satisfaites.

M. Shimon Peres, ministre israélien de la défense, a déclaré pour sa part que Jérusalem n'était pas prêt à admettre la thèse américaine d'après laquelle les résolutions 242 et 338 signifient le retrait presque total d'Israël des territoires occupés pendant la guerre de six jours. « Dans ce domaine, a-t-il dit, notre position est inébranlable ».

Il s'est déclaré sceptique quant à la possibilité d'un dialogue fructueux entre M. Begin et le président Carter. « Je ne vois pas, a-t-il dit, comment il sera possible de négocier en se fondant sur les textes de Jérusalem et d'Eschelon. » « Il est peut-être bon que le peuple ait voté pour le Likoud », a dit M. Peres, mais je doute qu'il veuille recommencer. On peut changer de gouvernement, mais pas la situation, le ministre des finances, mais pas le prix du pétrole. » Enfin, il a proposé la défection de M. Dayan, M. Begin a déclaré : « Chacun a le droit de changer de parti ».

ASIE

Bangladesh

PLÉBISCITE LE 30 MAI

Le président Ziaur Rahman entend promouvoir un modèle libéral de redressement économique

Appelé à répondre, lundi 30 mai, par référendum (ou plébiscite) à la question : « Voulez-vous du général Ziaur Rahman comme président et approuvez-vous sa politique ? », la population du Bangladesh a franchi comme il fallait s'y attendre.

Le général lui-même s'est montré « surpris » par l'ampleur de sa victoire : près de 99 % de « oui ». Officier d'un abord assez froid, porté au pouvoir par de jeunes soldats nationalistes, en novembre 1975, le général Ziaur Rahman était devenu rapidement chef de l'Etat après l'assassinat, en avril, du président A.M. Sayem. Commandant les forces armées, il détenait déjà en fait la réalité du pouvoir. Mais il souhaitait être consacré par un vote de confiance populaire, ayant reporté à la fin de l'année prochaine l'élection d'une Assemblée nationale. Le jeune président — il a quarante et un ans — s'est ainsi donné le temps de consolider son emprise sur le pays, peut-être de créer son propre parti.

Après la période d'instabilité et de gabegie qui suivit l'indépendance, sous le régime de Juhar Rahman, le Bangladesh connaît un certain redressement économique, qui s'accompagne, il faut le dire, d'une mise en sommeil de la vie politique. Bien qu'une vingtaine de groupes politiques aient été reconnus, les partisans des deux anciens régimes sont, pour la plupart, en prison. La Ligue Awami, le mouvement qui mena la lutte pour l'indépendance, se relève difficilement de l'élimination physique de ses principaux dirigeants, et notamment de M. Mujibur Rahman.

M. Mohtaque Ahmed, conservateur rigoureux et pro-occidental, qui dirige le pays aux côtés de son frère, le ministre de la Défense, a déclaré à la fin de l'année 1975, condamné pour corruption, est en prison. En va de même des nationalistes « purs et durs » qui, en méfiance, ont refusé de rejoindre le général Ziaur Rahman, espérant infléchir sa politique dans un sens révolutionnaire.

Aussi est-ce dans l'espoir d'une libéralisation politique que la plupart des formations se sont prononcées en faveur du « oui ». Mais l'heure n'est pas aux jeux politiques. Le référendum s'est déroulé sous la surveillance du général Ziaur Rahman et le droit d'expression des adversaires du régime a été singulièrement limité. L'hypothèse d'une victoire du « non » n'avait, semble-t-il, même pas été envisagée par les autorités, qui ont, en revanche, tout mis en œuvre pour encourager la population à se rendre aux urnes. La participation électorale n'en a pas moins semblé anormalement forte — 80 % — pour un pays essentiellement rural.

La politique économique élaborée par des technocrates, que les Bengalis étaient également appelés à approuver, s'inspire, quant à elle, des conseils donnés par certains spécialistes étrangers, et notamment ceux de la Banque

mondiale. Elle vise à sortir le pays de sa misère en donnant la priorité au développement agricole et en tendant à l'autonomie alimentaire. De bonnes récoltes ont, pour l'instant, éloigné le spectre de la disette. Plus sérieusement, administré par le passé, le jeune Etat comptait jusqu'à 10 millions de Bengalis sous-alimentés. M. Ziaur Rahman, inspiré aujourd'hui une plus grande confiance aux donateurs, let, en premier lieu, aux Etats-Unis. Les investisseurs nationaux et étrangers, sont encouragés par une politique résolument libérale. C'est, en fait, l'exemple de l'Indonésie, de la Thaïlande ou de la Corée du Sud que Dacca essaie de suivre. Le succès de cette politique implique que une stabilité politique et la légitimation d'un régime né à l'issue de troubles sanglants.

En politique étrangère, après l'abandon de l'axe Dacca-Moscou-Mao, le général Ziaur Rahman s'est rendu, il y a quelques mois, à Pékin et a noué des relations plus étroites avec la Chine. Le P.C. chinois soutient ouvertement le régime, tandis que la chute de Mme Gandhi a favorisé une amélioration des relations avec l'Inde. Sur ce front aussi la stabilité, et notamment la mise en sourdine de la querelle entre les deux pays à propos du partage des eaux du Gange, est l'une des conditions du redressement intérieur.

GÉRARD VIRATTE

FRANÇOIS BOTT

traité de la désillusion

comment vivre sans une armure de rire ?

Prospectives Critiques 86 pages - 27 F

puf

Chine

L'« ONCLE HUA » ET LES TROIS ORPHELINES

Pékin (A.F.P.). — Un article publié mardi 31 mai par la presse chinoise révèle que le président Hua Kuo-feng a été élu de la mière à trois orphelins en 1971, alors qu'il était secrétaire du parti et commissaire politique des forces armées près de Shaohan, ville natale de Mao Tse-tung. Il leur avait alors donné son nom, avait sauvé l'un d'eux de la cécité et réintégré celui-ci à leur éducation.

Ces faits sont rapportés à l'occasion de la Journée internationale des enfants célébrée le

1^{er} juin. Les journaux de Pékin, et en particulier « le Quotidien du peuple », ont publié, en première page, un récit dans lequel sont mis en scène la tendresse paternelle, la bonté et la générosité du futur président Hua. Ses trois protégés l'appellent affectueusement « oncle Hua » ; deux sont aujourd'hui ouvriers et la troisième est paysanne. Elle lui a écrit une lettre conjointe de félicitations au « gang des quatre », en octobre 1976, rapporte le quotidien du peuple.

AFRIQUE

Sénégal

Une grève des cheminots relance l'agitation sociale

De notre correspondant

Dakar. — Alors que les cotres ont repris à peu près normalement depuis une quinzaine de jours dans tous les établissements scolaires du Sénégal et à l'université de Dakar, les cheminots viennent de déclencher à leur tour un important mouvement de grève. Ils entendent s'opposer ainsi à des mesures de réorganisation récemment adoptées par la Régie des chemins de fer et qui leur paraissent menacer l'emploi de nombre d'entre eux. Les tentatives de conciliation ayant échoué, un décret de réquisition

a été pris mardi 31 mai par le gouvernement, mais on ne sait pas encore s'il sera suivi d'effet. Après le retour à l'enseignement politique décidé par le président Senghor, la vie syndicale est en train de redevenir à nouveau plus animée au Sénégal. En septembre 1973, à l'occasion de son deuxième congrès, la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (C.N.T.S.) a accepté de n'être plus qu'une « association » progressiste sénégalaise. En décembre 1976, cette formation, qui venait de changer de nom pour prendre celui de parti socialiste, faisait sienne cette décision de mettre fin à l'intégration pratiquée depuis 1968.

Parallèlement, l'organisation de l'organisation était donnée à d'autres syndicats plus ou moins liés à l'opposition. C'est ainsi que, face à l'offensive Fédération nationale des enseignants du Sénégal (F.N.E.S.), s'est constitué, il y a un an, le Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal (S.U.D.E.S.). Très actif et qui paraît pour l'instant avoir une large audience auprès de certaines personnalités de gauche.

D'autre part, à partir de divers syndicats créés en 1975, une seconde centrale a été autorisée en janvier dernier, l'Union des travailleurs libres du Sénégal (U.T.L.S.), dont le conseiller technique n'est autre que M. Abdoulaye Wade, secrétaire général de l'un des deux partis d'opposition légaux, le Parti démocratique sénégalais, personnalité qui s'est opposé à la candidature à celle de M. Senghor à l'élection présidentielle de 1978.

La C.N.T.S. traverse actuellement une crise, et son secrétaire, M. Doudou Ngom, membre du gouvernement depuis 1970, est contesté par un groupe, dont le principal chef de file semble être le secrétaire général du Syndicat de l'Administration, M. Média Diop.

PIERRE BIARNES.

Ethiopie

LES FRONTS ÉRYTHREENS AURAIENT ENFERMÉ LA VILLE D'AGORDAT

Les fronts de libération de l'Érythrée auraient encerclé la ville d'Agordat, l'une des principales localités de la province, dans laquelle sont retranchés plusieurs centaines de soldats éthiopiens ravitaillés par voie aérienne. La nouvelle a été confirmée mardi 31 mai, au Caire, par M. Osman Salah Sabah, porte-parole d'une fraction dissidente du Front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.).

En Éthiopie, la situation du « front sud », qui oppose l'armée d'Addis-Abeba aux « fronts de libération » soutenus par la Somalie, paraît se détériorer. Trois érythréens qui effectuaient une mission de recherche sanitaire aux frontières somaliennes ont été enrôlés le 27 mai, et ont été emprisonnés à Addis-Abeba, le gouvernement éthiopien a annoncé avoir autorisé mille soldats-deux prisonniers détenus sous diverses accusations, a annoncé l'administration des prisons.

Vietnam

Conséquence de la guerre

Hanoï doit faire soigner un million d'habitants du Sud atteints de maladies vénériennes et préparer la réinsertion sociale de trois cent mille prostituées

L'une des questions essentielles dans les négociations américano-vietnamiennes récentes à Paris en vue d'une normalisation entre les deux pays, deux ans après la victoire des communistes, est celle de la réparation des dommages de guerre, ce que les textes officiels appellent pudiquement la « contribution au

pansement des blessures ». Ces « blessures » n'ont pas toutes été directement infligées par les armées. Des centaines de milliers de personnes ont été atteintes, gangrénées par la présence américaine, par la course frénétique au dollar, avant d'être laissées pour compte dans la débâcle.

Une « offre » et une « demande » se font et se défont dans une situation économique qui reste précaire, du marché noir tenace et de la complaisance de certains cadres révoqués. Certains cadres révoqués ont été accusés de corruption, ont été officiellement sanctionnés. Il est d'autant plus urgent pour les autorités d'enrayer la progression des maladies vénériennes au Sud que la réinsertion des familles et le retour en permission de milliers de soldats ont parfois de fâcheuses conséquences pour le Nord.

Il faut tenir compte de l'existence de deux types de traitements classiques. L'habitude prise par de nombreux GI d'ingurgiter préventivement des antibiotiques a engendré une véritable épidémie de « contre-indication » chez les microbes. A condition d'obtenir une aide étrangère appropriée, les autorités vietnamiennes ont décidé de mener les efforts de l'Organisation mondiale de la santé et de quelques mouvements de solidarité, — les Vietnamiens eux-mêmes qu'il ne faut pas négliger — vers la création de deux laboratoires centraux (Saigon et Danang, en cours d'installation) et de vingt et un laboratoires provinciaux.

Une industrie organisée

Le développement de la production n'avait guère entraîné de protestations chez les régimes qui succédèrent au puritain Ngo Dinh Diem. Nombre de fonctionnaires de militaires et de policiers étaient de substantiels profits de la prostitution. Celle-ci ne fut pas seulement « sauvage ». En 1966 et 1968, des réunions interminables eurent lieu pour organiser des « centres de loisir », aimables euphémismes pour désigner les maisons closes. Dans un document « secret » (D-189 EXH/VP/M du 27-7-1968), le ministre des affaires sociales demandait aux responsables de garnison de choisir un « lieu propice » à l'installation de ces centres. Ceux-ci devaient être éloignés des quartiers populaires, difficiles

d'accès et faciles à protéger, ce qui revenait à les installer à proximité des bases militaires. Par exemple, le centre de Vung-Tau (ancien cap Saint-Jacques devenu le centre balnéaire de Ho Chi Minh) s'étendait sur 40 000 mètres carrés et comprenait, outre le « complexe des loisirs », un « quartier séparé pour les jeux d'argent ».

Le plan de ces hippodromes quasi officiels était, en gros, le suivant : une salle de danse avec des bars et une « zone de prostitution » interdite aux mineurs de dix-huit ans. Cette zone était elle-même divisée en une « section de jouissance » et une partie « logement », une salle de surveillance, une « salle de lecture » et même « une salle de spiritualité pour que les religieuses et les éducatrices reçoivent les filles ». Les fonctionnaires versaient au gouvernement 30 pour cent des recettes. Si parallèle « organisation » se passe de commentaire, elle peut cependant donner une idée de l'étendue du problème social posé par la prostitution et de la difficulté pour le nouveau régime d'y apporter un remède qui ne soit pas un mélange de moralité, de contrainte et de répression ; ce qui risquerait d'être pire que le mal lui-même.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Maroc

Les français expulsés des activités subversives

Le gouvernement marocain a décidé de se réunir le 2 juin, à 18 h. 30, avec les enseignants intéressés par les problèmes de la région. En présence de dirigeants du S.N. et de M. François Della Seta, représentant le comité contre la répression internationale et les circonstances de l'interdiction et de l'absence de participation à toute action subversive.

Le gouvernement marocain a décidé de se réunir le 2 juin, à 18 h. 30, avec les enseignants intéressés par les problèmes de la région. En présence de dirigeants du S.N. et de M. François Della Seta, représentant le comité contre la répression internationale et les circonstances de l'interdiction et de l'absence de participation à toute action subversive.

DANIEL JUNG.

LA CAMPAGNE ELECTORALE A OUIDA

Un premier ministre chez lui.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.

Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou. Le président de la République, M. Houphouët-Boigny, a quitté Ouidah, le 30 mai, pour se rendre à Cotonou, où il sera reçu par le premier ministre, M. Koussou.



pour les hommes grands
CAPEL est un grand homme

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 28 bd. Malesherbes, 75008 Paris, 266.34.21.

RENTREE 77
choisir un cours privé

Un nouveau centre de documentation fournit gratuitement aux parents les renseignements et études de dossier au vu de la scolarisation efficace de leurs enfants dans l'enseignement privé.

Paris-Action-Scolaire
P.A.S., 81, rue de Miromesnil
Paris (8^e) - Tél. 522.94.10

DIPLOMATIE

En réponse au « New York Times »

PARIS DÉMENT AVOIR MODIFIÉ SON ATTITUDE SUR LE CONTRAT NUCLÉAIRE AVEC LE PAKISTAN

Les porte-parole du Quai d'Orsay et du département d'Etat ont démenti ce mercredi 1^{er} juin une information du New York Times (reproduite par l'International Herald Tribune), selon laquelle la France « retardait » la livraison au Pakistan d'une usine de retraitement de l'uranium.

Les Etats-Unis, depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche, ont fait pression sur la France et l'Allemagne fédérale pour qu'elles renonceraient à livrer au Pakistan et au Brésil de telles installations dans les circonstances présentes. Flora Lewis écrit dans le New York Times qu'au cours de leur entretien de lundi M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, aurait dit au secrétaire d'Etat américain M. Vance que la France n'avait pas livré au Pakistan, à la date prévue, et « ne fournirait pas pour le moment » des plans importants concernant cette installation.

« Ni retard, ni ajournement ni rien d'autre... »

Le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré mercredi matin que cette question n'avait pas été évoquée par M. de Guiringaud et Vance, et que la politique française concernant le contrat nucléaire était « inchangée ».

M. Hodding Carter, porte-parole de M. Vance (qui se trouve à Paris pour la conférence Nord-Sud), a déclaré que M. de Guiringaud n'avait mentionné « ni un retard (dans les livraisons au Pakistan), ni un ajournement, ni rien d'autre ».

L'article du New York Times précisait que la France n'annule pas officiellement son contrat avec le Pakistan, mais qu'elle compte tenir notamment des incertitudes politiques qui règnent dans ce pays, elle aurait décidé de ne pas livrer à ses partenaires pakistanais certains plans, en particulier ceux de la « cellule » qui découpe en tranches les barres de combustible irradié. Selon certaines informations, il semblerait que des difficultés avec les Pakistanais seraient apparues du fait que, au contraire de ce qui était attendu, Saint-Gobain-Technique n'aurait pas fait, en début d'année, à la date prévue, de propositions au Pakistan pour la livraison de la « cellule ».

Saint-Gobain-Technique, nouvelle a construit en France l'usine de retraitement de la Hague. Cette firme, qui appartient au groupe Saint-Gobain, doit prochainement passer sous le contrôle du Commissariat à l'énergie atomique.

M. de Guiringaud s'est entretenu pendant deux heures avec son collègue algérien

M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a reçu, mardi 31 mai, en fin d'après-midi, pendant près de deux heures, son collègue algérien, M. Boumedienne. La conversation, indiquée-t-on de source officielle française, a porté sur les grandes questions internationales et l'ensemble des problèmes franco-algériens. On peut présumer cependant que le sort des Français enlevés le 1^{er} mai en Mauritanie par le Polisario (Mouvement sahraoui) soutenu par l'Algérie a été plus particulièrement évoqué.

M. de Guiringaud s'est déclaré « scandalisé » des propos tenus à Alger par M. Kanapa, du bureau politique du P.C.F., accusé d'avoir « ignoré » l'assassinat de deux Français et la prise d'otages au Sahara (le Monde du 1^{er} juin). L'Humanité écrit ce mercredi :

« (...) Le gouvernement français est resté sourd aux offres de bons offices faites par le gouvernement algérien pour aider à établir les contacts directs entre les forces sahraouies, racistes avec les forces sahraouies. Le parti communiste français affirme que le gouvernement a les moyens de régler le problème et que, si le souci humanitaire prime réellement, ce n'est pas sur la place publique qu'il sera réglé ».

Les troupes algériennes ont été envoyées par le P.C.F. afin d'être plus responsable que celle de M. de Guiringaud ont continué.

DEVANT LE GRAND-ORIENT DE FRANCE, M. CHEYSSON CRITIQUE LA POLITIQUE AFRICAINE DES ETATS-UNIS ET DE L'U.R.S.S.

M. Claude Cheysson, commissaire de la Communauté européenne, invité par le Grand-Orient de France, a notamment déclaré au cours d'un débat organisé par cette obédience musulmane sur le thème des relations euro-africaines : « Les accords de Lomé ne peuvent être qu'un début. Il faut aller au-delà, et que s'établisse solidement le partenariat entre les pays arabes, Europe face aux très grandes puissances que sont les blocs des U.S.A. et de l'U.R.S.S. ».

En conclusion, M. Cheysson a dénoncé l'attitude des Américains et des Russes et qui, ne voulant plus s'affronter dans des endroits considérés comme « stratégiques », choisissent de s'opposer en Afrique indirectement, sans que jamais on puisse prévoir dans quel camp ils se placeront ».

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Pour M. Carter

L'AMITIÉ AVEC CUBA EST LE « BUT ULTIME » DES NÉGOCIATIONS EN COURS

Plains (George) (A.P., Reuters). — Le président Carter a réitéré mardi 31 mai qu'il avait fait parvenir un message à M. Fidel Castro dans lequel il exprimait le vœu de parvenir à restaurer des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba. Il a dit encore qu'il avait reçu une réponse courtoise du dirigeant cubain. « Nous progresserons aussi vite qu'il le voudront. Tout dépendra d'eux », a précisé M. Carter, qui a ajouté que l'amitié avec Cuba était le « but ultime » des discussions en cours même si de nombreuses divergences subsistent. Le président des Etats-Unis a réaffirmé cependant son inquiétude à propos des violations de droits de l'homme à Cuba où se trouvent, selon lui, vingt mille prisonniers politiques.

Les négociations qui se poursuivent à New-York entre représentants des deux pays semblent progresser. Des diplomates de rang moyen pourraient être bientôt échangés sans que soient encore rétablies formellement les relations diplomatiques dans leur intégralité. Des fonctionnaires du département d'Etat pourraient ainsi être hébergés par l'ambassade helvétique à La Havane, tandis que des représentants cubains s'installeraient à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Washington.

Guatemala

L'AMBASSADEUR DU SALVADOR A ÉTÉ LIBÉRÉ

Guatemala (A.P., Reuters). — L'« Accord de grande paix », un mouvement d'extrême gauche, a libéré, mardi 31 mai, le colonel Eduardo Casanova, ambassadeur du Salvador au Guatemala, qu'il avait enlevé dimanche dans la capitale guatémaltèque. Les ravisseurs ont estimé que leurs exigences étaient satisfaites après la lecture d'un discours inaugural de la dix-huitième assemblée générale de la Banque inter-américaine de développement.

Le colonel Casanova a été retrouvé les yeux bandés dans la banlieue de la capitale. Il avait été légèrement blessé au pied par balle et avait reçu un coup sur la tête au moment de son enlèvement.

« Clôture de la 13^e Quinzaine d'Iraéli, sous la présidence effective de M. Montchali GAZIT, ambassadeur d'Iraéli en France. JEUDI 2 JUIN 1977, de 17 h. 30 à 21 h. Rencontre avec 19 écrivains qui consacreront leurs livres. Avec la collaboration du Service technique pour l'éducation (S.T.E.) CENTRE COMMUNAUTAIRE 19, bd Poissonnière, 75002 Paris. »

les clients de CAPEL ne manquent pas d'estomac

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 28 bd. Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

A PARTIR DU 3 JUIN 77

LE GABON EN JUMBO

B747

MARDI	VENREDI	SAMEDI	DIMANCHE	ON 600	ON 601	ON 604	ON 605
09.30	09.30	16.05	22.30	PARIS	20.10	20.55	17.00
		17.30		MARSEILLE			15.45
		18.20		NICE		19.00	14.55
10.50				GENEVE	18.10	17.15	
11.40	09.30			LIBREVILLE	11.00	11.10	08.00
	10.20		04.20 (Lundi)				
16.45	16.50	23.10					
ON 600	ON 602	ON 607	ON 601		LOUVE	MERcredi	VENREDI
							DIMANCHE

CORRESPONDANCES RAPIDES VERS LES PRINCIPALES VILLES DU GABON EN BIREACTEUR FOKKER 28

Renseignements et Réservations toutes Agences AIR FRANCE et Agences de voyages.

AIR GABON

NE SOYEZ PLUS CAMBRIOLABLE CONTRE LE VOL OU LE SACCAGE DE VOS BIENS
Utilisez notre protection électronique

ELPRO * Fabricant - Tél. : 843-81-09 +
205, route de Noisy, 93230 ROISSY-CHÂTEAU

A proximité de votre domicile, des spécialistes-installateurs compétents vous renseigneront sur demande.

- ALARME SECOURS, 28 bis, rue de Mont-Denis, 75018 PARIS. Tél. : 262-35-47
- ALARME SERVICE, 27, rue des Epilantes, 75017 PARIS. Tél. : 677-62-83
- BATAILLE, 42 bis, rue de Casse, 22000 SAINT-BRIEUC. Tél. : 33-10-80
- EON ELECTRONIQUE, 5, rue de Constantin, 37000 TOURS. Tél. : 81-40-51
- E.S.B., 81, rue de Paris, 93119 CLIVY. Tél. : 736-85-07
- GUILÉ, 10 bis, rue Saint-Paul, 75005 NOUVELLES. Tél. : 555-70-03
- RESEAU TEL. DU MIDI, 10 bis, rue, d'Al, 31118 PORTET-GRAND. Tél. : 56-18-20
- SECURITE SERVICE, 287, rue Lavoisier, 75015 PARIS. Tél. : 250-38-02
- SUD-EST PROTECTION, 41, rue des Frères-Anselme, 69005 LYON. Tél. : 74-85-85
- SYMPER, 50 bis, rue de S-Met, 94700 MAISONS-ALFORT. Tél. : 368-82-45
- UNION INDUSTRIELLE BLANZY-OUEST, DEPARTEMENT SECURITE, PROTECTION, 24, rue Carnot, 93100 MONTREUIL. Tél. : 626-30-24

INSTALLATION - ENTRETIEN - APRES VENTE ASSURÉS
* Membres après A.R.P.A.S.

GALA DE SOLIDARITÉ « ARGENTINE RÉSISTE »

AVEC LA PARTICIPATION DE : CUARTEIRO CEDRON PACO IBANEZ - LOS MATOS - GEORGES MOUSTAKI - XAVIER RIBALTA JUAN SOSA - QUILAPAYUN - LOS INDIANOS - CHANGO FARIAS GOMEZ

ANIMATION - DANIEL GELIN
2 JUIN - 19 H. - A LA MUTUALITE
24, rue Saint-Vincent

Organisé par le Centre Argentin d'Information et de Solidarité
Billets en vente aux 1 FNAC et au CROUS

TOUTE EN COULEURS

La Fête des Mères

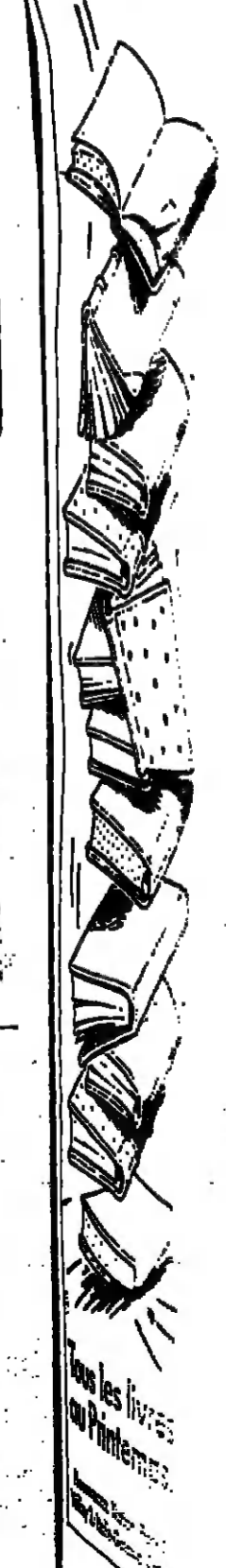
AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

La boutique noire et or, les rouges et les roses, les verts, les ocres, boutique bleue, boutique blanche, boutique onyx. (C'est bientôt la Fête des Pères)
rendez-vous au 4^e étage

Un nouveau régime d'instaurer dans

MAMAN DEVORE.



مكتبة الاصل

EUROPE

Pologne

Le chef du gouvernement s'inquiète des insuffisances du marché

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Contrairement à leurs espoirs, les dirigeants polonais sont obligés de constater que la situation économique de leur pays continue de rester difficile. Dans un discours prononcé devant la Diète le lundi 30 mai et publié mardi, M. Jaruzelski, chef du gouvernement, n'a pas caché ses préoccupations.

Les points noirs relevés par M. Jaruzelski sont les mêmes que ces dernières années : le marché restant insuffisamment approvisionné, la demande continue d'être supérieure à l'offre, et cela en dépit d'importations accrues de viande et d'investissements supplémentaires (plus de 10 milliards de zlotys cette année) dans les industries de biens de consommation. Le marché doit recevoir, en 1977, en plus des biens prévus par le plan, des marchandises d'une valeur de 3,5 milliards de zlotys.

Cet effort reste insuffisant pour rétablir l'équilibre en raison de l'explosion des revenus. Ceux-ci ont augmenté depuis le début de l'année de 14 %, alors que le plan prévoyait une progression de 8,5 %. Ce dépassement des prévisions est dû, pour une part, à la combativité accrue et, pour une autre part, à la situation du marché de l'emploi, caractérisée par un manque de main-d'œuvre.

M. Jaruzelski a fait connaître par un manque de main-d'œuvre. M. Jaruzelski a fait connaître par un manque de main-d'œuvre. M. Jaruzelski a fait connaître par un manque de main-d'œuvre.

Le second sujet de préoccupation du chef du gouvernement polonais est le bâtiment. Selon M. Jaruzelski, le plan en ce domaine est fort loin d'être réalisé depuis le début de l'année. Cette constatation est d'autant plus embarrassante que le parti a fait de la construction accélérée de logements l'un de ses chevaux de bataille dans la lutte pour l'élévation du niveau de vie de la population. La question doit figurer à l'ordre du jour du comité central, qui se réunira la semaine prochaine.

Enfin, le chef du gouvernement a insisté sur les insuffisances dans le domaine de l'exportation. Les prévisions concernant les pays capitalistes n'auraient été réalisées qu'à 25 % environ au cours des quatre premiers mois de l'année. M. Jaruzelski s'est plaint des obstacles contingents et d'annulations de commandes par les pays occidentaux au commerce avec la Pologne et a remarqué que la faible essor de l'activité économique en Europe de l'Ouest n'aide pas à stimuler les exportations de son pays vers cette région. Il a toutefois insisté une mise en garde à ses partenaires occidentaux : si ceux-ci, a-t-il dit, ne font pas l'effort d'acheter davantage à la Pologne, son gouvernement sera obligé de...

Irlande du Nord
LE MOUVEMENT DES FEMMES POUR LA PAIX DEMANDE AUX EXTRÉMISTES DE RENDRE LEURS ARMES

(De notre correspondant.)
Belfast. — Le mouvement des femmes pour la paix, mardi 31 mai, une campagne de « délégitimation » et demande aux groupes paramilitaires des deux camps de rendre leurs armes.

Dans un communiqué, l'organisation pacifiste, fondée en août 1976, a annoncé qu'au cours des trois prochains mois elle accueillera tous les renseignements concernant les caches d'armes des activistes. Au besoin, les membres des comités pacifistes sont prêts à remettre eux-mêmes ces armes aux autorités. Cette initiative du mouvement de la paix a été critiquée par les « ultras » protestants qui y voient une forme d'armistice. Mais la police l'a accueillie favorablement.

Les « Peace people » ont indiqué que les extrémistes qui poursuivent au-delà du mois de septembre leurs activités criminelles ne devraient plus être protégés par leur famille ou leur communauté. Ce qui revient à prôner la dénonciation. La déclaration du Peace Movement contient deux autres points importants : le mouvement se prononce en faveur d'une police recrutée par quartier, un projet cher à l'I.R.A. provisoire, et demande le retrait des troupes dans les casernes le plus tôt possible. Depuis janvier 1977, le mouvement de la paix a travaillé concrètement à établir des comités de quartier et a permis à plus de cent personnes d'utiliser ses « routes d'évasion » pour échapper à l'emprise des organisations paramilitaires.

Il y a eu plusieurs cas de feu officieux en l'été 1976. La dernière tentative du mouvement de la paix a quelque chance dans la mesure où elle exploite la lassitude de la population à l'égard de la violence et des manœuvres d'intimidation, lassitude qui a été démontrée avec éclat par l'échec de la grève protestante du mois dernier.

RICHARD DEUTSCH

Union soviétique

M. JIVKOV QUALIFIE M. BREJNEV DE « LEADER DE L'ÉTAT »

(De notre correspondant.)

Moscou. — On s'efforce de plus en plus probable à Moscou qu'après l'élimination de M. Podgorny, M. Brejnev se verra confier le titre de chef de l'État. Il y a peu de chances cependant que ce cumul des fonctions de chef du parti communiste et de l'État soviétique soit inscrit en clair dans le projet de nouvelle Constitution qui doit être rendu public samedi prochain 4 juin. La nouvelle loi fondamentale prévoit plutôt la création d'un Conseil d'État destiné à remplacer l'actuel présidium du Soviet suprême.

M. Jivkov, qui dirige, lui, le parti communiste et l'État bulgare - et l'ordre de Dimitrov, à l'occasion de la fête officielle en U.R.S.S., a qualifié, à deux reprises, le secrétaire général du parti communiste soviétique de « leader de l'État ». M. Jivkov a utilisé la formule lundi soir au cours du dîner offert en son honneur au Kremlin, et mardi durant une cérémonie au cours de laquelle M. Brejnev lui a remis l'ordre de Lénine et le titre de Héros de l'Union soviétique. L'usage du titre de « leader de l'État » par M. Jivkov n'est pas nouveau : lui-même y avait déjà eu recours en décembre dernier lorsqu'il s'était rendu à Moscou pour remettre à M. Brejnev le titre de Héros de la République bulgare - et l'ordre de Dimitrov, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du secrétaire général du parti communiste soviétique. — J. A.

Portugal

M. Soares relance le dialogue avec les travailleurs

De notre correspondant

Lisbonne. — Les présidents du Centre démocratique et social (C.D.S.) et du parti social démocratique (P.S.D.) devraient se rencontrer une nouvelle fois ce mercredi 1^{er} juin. Une semaine auparavant, ils avaient décidé de se rencontrer à la fin de mai, mais la P.S.D. a été empêchée de le faire par une « majorité présidentielle », constituée par les trois partis ayant appuyé en juin 1976 la candidature au général Balsemão de la présidence de la République.

Entre les deux réunions, les positions se sont durcies de part et d'autre. Dans une déclaration à la presse, M. Manuel Alegre, secrétaire d'État pour les affaires politiques, et un des principaux conseillers de M. Soares, s'est insurgé contre le caractère « anti-communiste » qu'auraient revêtu les conversations P.S.D.-C.D.S. Deux jours plus tard, ce même dirigeant socialiste a dénoncé au cours d'un meeting, « le regroupement des forces de droite qui cherchent à prendre leur revanche sur le 25 avril ». M. Soares, quant à lui, a déclaré que le P.S.D. est en train de changer de stratégie face aux tentatives de rapprochement des deux partis situés à sa droite ? Il y a quelques indications en ce sens. Le 30 mai, le secrétaire général du parti lui-même a mis en garde les ouvriers d'une cimetière de la banlieue de Lisbonne contre « l'accusation de la droite et de l'extrême droite qui réclament le retour au passé ». M. Soares a invité les travailleurs à vaincre

« une tendance à exacerber les conflits idéologiques et sociaux », et à « relancer le dialogue avec le gouvernement » et les solutions permettant le redressement économique du pays, et ainsi assurer la construction du socialisme.

D'autre part, les déclarations de guerre socialiste contre l'indépendance ont été mises en balance. En une semaine, M. Soares s'est entretenu à deux reprises avec les représentants de la centrale unique. Ceux-ci lui ont soumis un cahier de revendications approuvé par le congrès des syndicats au mois de janvier dernier. Une autre réunion est déjà prévue. Le « bon climat » des négociations a été souligné par le premier ministre. M. Soares a déclaré qu'il était prêt à renoncer à la « journée de lutte » qui était annoncée pour le 16 juin. Dans la délégation reçue par le premier ministre figuraient M. Kalladas Barreto, ancien député du P.S., et l'Assemblée constituante, dont l'expulsion du parti avait été révoquée. M. Soares a déclaré qu'il était prêt à renoncer à la « journée de lutte » qui était annoncée pour le 16 juin. Dans la délégation reçue par le premier ministre figuraient M. Kalladas Barreto, ancien député du P.S., et l'Assemblée constituante, dont l'expulsion du parti avait été révoquée.

Dans un communiqué, Juan Carlos a manifesté sa confiance en la personne de M. Fernandes Miranda.

De notre correspondant

Madrid. — M. Torcuato Fernández Miranda, président des Cortes, a donné sa démission au roi Juan Carlos le mardi 31 mai (nos dernières éditions). M. Miranda était également président du Conseil du royaume, le plus important organisme consultatif créé par la législation franquiste. Il aurait dû normalement rester à son poste jusqu'en 1981. M. Miranda a expliqué qu'il avait démissionné parce que les Cortes constituaient une chambre corrompue. Il avait été nommé

Espagne

Le président des Cortes a présenté sa démission

Environ deux cent mille personnes ont participé, mardi 31 mai, à un meeting organisé à Barcelone par le Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C., communiste). M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. d'Espagne, a déclaré à cette occasion qu'il était partisan, pour la Catalogne, d'une autonomie égale à celle qui lui avait été accordée la République.

D'autre part, M. Miranda, président des Cortes, a présenté sa démission.

LE R.P.R.

NE SOUHAITE PAS OUVRIR DE CRISE

M. Barre a participé, mardi 31 mai, à l'Assemblée nationale, à la première partie de la réunion de quatre heures que le groupe R.P.R. a consacré, en présence de M. Chirac, à l'examen du projet de loi sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Selon M. Labbé, président du groupe, qui a rendu compte de la réunion, le premier ministre a d'abord pris la parole pendant quarante-cinq minutes. Il a souligné notamment que l'article 2 du projet de loi, qui prévoit que l'Assemblée européenne ne peut accorder ses pouvoirs, est conforme à l'avis rendu par le Conseil constitutionnel le 28 décembre dernier. Mais il ne peut offrir qu'une garantie politique et non juridique, a ajouté M. Barre.

M. Debré, qui a déposé une question préalable contre le projet de loi, a répondu au premier ministre en exprimant ce que M. Labbé a appelé « les positions extrêmes de notre groupe ». L'Assemblée européenne a rappelé son premier ministre à l'Assemblée européenne, dans la Communauté, le principe de la supranationalité. Après la réponse de M. Barre - dont M. Chirac, appelé ailleurs, n'a entendu que les derniers mots - M. Couve de Murville a exposé une position qui, selon M. Labbé, pourrait devenir celle du groupe et du mouvement.

« Nous ne sommes hostiles ni à la Communauté européenne ni au suffrage universel », a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères, et nous n'avons donc pas d'objection de principe contre cette élection. Nous nous demandons seulement en quoi elle accélérerait la réalisation du « projet européen ». M. Labbé a ajouté que l'article 2 du projet, dont il a tenu à souligner qu'il était dû à l'initiative du R.P.R. et résultait de la négociation avec le gouvernement par M. Couve de Murville, devrait comporter « plus de précisions et de précautions ».

Les députés du R.P.R. pensaient donc lors du débat qui doit avoir lieu le 14 et 15 juin (14), proposer des amendements à l'article 2. Ils souhaitent, a indiqué M. Labbé, que le gouvernement aille « aussi loin qu'il le peut » et nous ne voyons pas de raison pour que le gouvernement ne le fasse pas. Le président du groupe venait d'être élu lors du vote d'un côté Michel Debré et quelques députés qui adoptaient une position dite « rigoriste », de l'autre le reste du groupe qui prendrait une position « laxiste ». « Notre groupe, a-t-il ajouté, veut se prononcer le moment venu d'une façon claire, justifiée et gaulliste ».

Une centaine de députés socialistes ont répondu, selon M. Labbé, qui a vu dans cette participation relativement faible la preuve que « l'opinion est peu motivée par ce sujet ». « L'idée européenne demeure confuse », a ajouté M. Labbé, qui a espéré, étant donné que « la Communauté économique européenne est utile, et, à bien des égards, la France profite de son accord », que le communisme, même s'il ne lui est pas toujours favorable.

M. Chirac a clos la réunion en déclarant que le R.P.R. devait se garder de toute attitude « purement dogmatique ». « Nous ne voyons pas d'urgence à voter le projet de loi », a-t-il déclaré. Le conseil du R.P.R. arrêteront leur position le 8 juin, tout en laissant leur liberté de vote aux députés.

(1) Et non les 15 et 16 juin, comme il avait été annoncé. M. Barre, en déplacement dans la région Poitou-Charentes les 15 et 16 juin, n'aura pas le temps de se rendre à Paris.

M. JEAN-PIERRE COT (P.S.) INVITE LES PARTIS DE GAUCHE À DÉFINIR UNE POSITION COMMUNE

M. Jean-Pierre Cot, député de la Seine et délégué du parti socialiste pour la Communauté européenne, a indiqué, mardi 31 mai, que les socialistes « proposeront à leurs partenaires communistes et radicaux la définition d'une position commune pour le vote du 16 juin » sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel.

M. Cot a déclaré que « le prochain débat sur l'élection directe de l'Assemblée des communautés européennes ne saurait se résumer pour les socialistes à ses seules implications institutionnelles ». « Les socialistes, a-t-il ajouté, estiment que la campagne pour l'élection européenne peut être l'occasion pour la gauche française de donner un écho considérable à ses propositions. Dans les conditions actuelles de la crise, dans la perspective d'une arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement, celles-ci sont de nature à attirer l'attention des travailleurs de toute la Communauté ».

L'ÉLECTION

L'EUROPE DE GRIBOUILLE

par BERTRAND RENOUVIN (*)

L'Europe a été, autrefois, un grand rêve pour quelques-uns. Ce n'est plus aujourd'hui qu'un cimetière de bonnes intentions, la ruine grise d'une construction appelée « Communauté économique européenne ». Qui ne voit que l'Europe est une idée qui vieillit mal ? En mai 1965, dans le grand mouvement de contestation, dans la recherche ardente d'une autre vie, personne n'a songé à cette Europe qui, pour s'affirmer, aurait pourtant eu grand besoin de la jeunesse. Mais pendant tout un mois de révolution culturelle, les jeunes ne s'intéressaient pas plus à l'Europe qu'au Palais-Bourbon - lorsque par hasard un cortège passait devant. L'indifférence est une terrible sanction. Elle n'est pas moindre huit ans après. Car qui ne constate, aujourd'hui, l'existence de l'Europe économique ? Elle est morte en 1973 lorsque, en pleine panique pétrolière, huit pays européens coururent se réfugier sous l'aile américaine avant de mener, chacun pour soi, le combat contre le chômage et l'inflation. Temps difficiles, dont le souvenir n'est pas dépourvu de quelque nostalgie : c'était encore l'époque où la France parlait le langage de l'indépendance et de la dignité.

Mais les autres... Alors, que valait cette « Communauté » qui se désintégrait à la première accusation, qui se soumettait au premier murmure de Kissinger ? Cruelle expérience, que nous ne sommes pas prêts d'oublier. D'autant plus qu'elle se répète régulièrement : hier, quatre pays de la « Communauté » choisissaient les États-Unis durs le marché du pétrole et aujourd'hui le Conseil des Neuf décide d'attendre l'entrée en fonctions de M. Carter pour mettre en œuvre une politique de l'énergie. Aïe ! l'Europe américaine.

Ce bref constat d'échec rend d'autant plus absurde l'idée d'être le « Parlement européen au suffrage universel ». Comment ne pas voir qu'il s'agit d'une fuite en avant ? Après l'échec de l'Europe militairement intégrée, on a abandonné l'idée de faire une Europe de la peur pour essayer de fonder l'Europe sur l'intérêt matériel. On s'aperçoit maintenant que l'Europe économique a fait faillite : l'Europe des consommateurs est une imposture, l'Europe de la croissance est devenue l'Europe du chômage et de l'inflation, et la belle image de l'Europe des peuples cache la diabolique des monopoles capitalistes et des « multinationales » américaines, la pollution de régions entières et l'exploitation cynique de millions de travailleurs immigrés.

Et c'est sur les décombres de ces utopies vieillottes et de ces solidarités théoriques qu'on voudrait construire l'Europe politique ? C'est la stratégie de gribouille, appliquée avec une obstination bête. Quelle bêtise, en effet, que de proposer à l'enthousiasme des peuples l'élection d'un « Parlement » alors que le système parlementaire a fait lamentablement faillite, en France comme en Italie. Alors que ce Parlement sera, chacun le devine, le lieu de bavardage inopine, de marchandages sordides. Sans parler de la corruption : selon un processus bien connu dans les systèmes parlementaires nationaux, l'Europe du Parlement européen sera calée de Lockheed et du général Strehlin.

Cela signifie qu'on va, une fois de plus, s'orienter vers une « construction européenne » qui sera la négation de l'Europe. Pression accrue des intérêts américains, ruine toute idée d'indépendance européenne ; poids toujours plus grand de l'économie allemande, dérivant tout rêve d'égalité dans la prospérité ; décalage minime des bureaux bruxellois ; comment s'étonner que cette Europe-là ne rencontre qu'indifférence ou hostilité ?

Dès lors, peu importe le débat sur la constitutionnalité de la procédure. Il s'agit essentiellement de dire non à une absurdité politique qui aboutirait à poser un cadre déseu sur les tristes réalités de l'Europe capitaliste et américaine. Il s'agit de dire non à une folle institutionnelle, qui se traduit par la cacophonie des intérêts économiques, sociaux, nationaux et parisiens. Il s'agit de dire non à un processus qui risque de conduire la France à de nouveaux abandons de souveraineté, une fois établie la « légitimité » formelle du Parlement européen.

Ce non à l'Europe capitaliste et américaine, il faut le crier sans tarder, au lieu de se perdre dans des arguties juridiques et dans des considérations tactiques. Car plus le cri sera fort, plus l'esthétique décevra, qui habite en ce moment l'Elysée, sera tenté d'abandonner la partie.

D'où la nécessité d'un front de tous les patriotes soucieux de réaliser à l'Europe capitaliste et américaine. Tous les patriotes, cela signifie l'unité d'action entre gaullistes, communistes et royalistes, qui ont, en commun, la volonté de défendre l'indépendance nationale et qui se retrouvent dans un même refus de l'impérialisme américain et du capitalisme. Ensemble, ils peuvent mener une campagne victorieuse qui démontrerait, en outre, la possibilité de dépasser les clivages habituels de la politique politicienne.

Une telle résistance ne manquera pas d'être considérée par certains comme une manifestation d'absence de nationalisme et de chauvinisme. Les royalistes de la NAF, pour leur part, ne sauraient accepter de tels qualificatifs : s'ils résistent à l'Europe capitaliste et américaine, c'est parce qu'ils estiment que la France a une autre vocation que la fusion dans ce cadre étroit et malade. Une vocation véritablement européenne, dans ce sens que l'Europe vraie est celle de la culture, de la civilisation, car les communautés internationales solides et durables se fondent avant tout sur les amitiés du cœur et de l'esprit. C'est dire que l'Europe européenne est méditerranéenne (donc arabe et slave autant que latine), africaine et américaine (du Québec au sud du continent) autant que nordique.

(*) Directeur politique de Royaliste.

Ni rêve ni angoisse

(Suite de la première page.)
L'Europe, aujourd'hui, est une Communauté d'États pratiquement réduite à une union douanière et à un marché agricole sans cesse battus en brèche par les disparités économiques internes et le désordre monétaire international. Elle ne dispose ni d'une organisation ni même d'une conception commune en matière de sécurité, de politique internationale, de développement économique, de progrès social.

Ce ne sont pas les jeux d'écrit et les responsabilités d'une Assemblée irresponsable qui permettraient de surmonter cette carence essentielle. C'est affaire de sérieux, de volonté et d'imagination, de sérieux, en privilégiant les progrès réels sur les envolées oratoires sans lendemain, le réalisme efficace sur le maximalisme abstrait et en s'appuyant pour cela sur le conseil des États et des gouvernements, seuls interlocuteurs responsables : de volonté, par la capacité à affirmer les conceptions et les intérêts spécifiques de l'Europe, tant face au bloc soviétique qu'aux alliés occidentaux ; d'imagination, en surmontant les égoïsmes nationaux à court terme, l'enlèvement administratif des dossiers, la paralysie des habitudes.

Il y avait donc, il y a toujours d'autres priorités que cette réforme : une action commune contre l'inflation, le chômage, le désordre monétaire, les concurrences déloyales ; une politique européenne de l'énergie ; une volonté et de premières actions en vue d'aboutir à une défense de l'Europe par les Européens ; le rapprochement en profondeur des peuples européens, Europe de l'éducation, de la santé, de l'environnement, etc., toujours à l'état d'ébauche, ne suscitant pas les polémiques passionnelles et ne nécessitant pas les investissements massifs qui, paradoxalement, retiennent seuls l'attention. J'en passe et peut-être des meilleurs. Presque tout reste à faire.

DU PAR...
TROIS OPINIONS
VERS LE VOLAPUK

ni rêve ni angoisse
L'Europe, aujourd'hui, est une Communauté d'États pratiquement réduite à une union douanière et à un marché agricole sans cesse battus en brèche par les disparités économiques internes et le désordre monétaire international. Elle ne dispose ni d'une organisation ni même d'une conception commune en matière de sécurité, de politique internationale, de développement économique, de progrès social.

المنتدى

L'ÉLECTION

DU PARLEMENT DES NEUF

L'EUROPE DE GRIBOUILLI

par BERTRAND RENOUVIN (*)

TROIS OPINIONS VERS LE VOLAPUK

par JACQUES DEBU-BRIDE (*)

L'ENJEU

par RENÉ FOCH (*)

L'Europe a été, au cours de ces dernières années, le théâtre d'une construction européenne. Cette construction, qui a été le fruit de la recherche d'une solution commune à des problèmes communs, a été le fruit d'une volonté commune de construire une Europe nouvelle, une Europe plus humaine, plus juste, plus libre, plus pacifique. Cette construction a été le fruit d'une volonté commune de construire une Europe nouvelle, une Europe plus humaine, plus juste, plus libre, plus pacifique.

Le débat qui s'ouvrira le 14 juin à l'Assemblée nationale sera de beaucoup le plus important depuis l'avènement de M. Giscard d'Estaing : celui de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Un débat-test, du reste, quant à la majorité, et qui révélera si, parmi le R.P.R., chrétien sera demeuré fidèle à l'option primordiale du gaullisme : l'indépendance nationale. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Cet impératif est depuis longtemps sacrifié par les amis de M. Lecœur, et sans doute, malgré leurs discours, par ceux du président de la République. Il s'agit, pour les uns et pour les autres, de s'engager à petits pas, comptés et mesurés, dans une Europe intégrée, celle que le général de Gaulle appelait « l'Europe du volapuk ». Et nous parler, comme le faisait l'autre jour M. Chirac, de procédures, sur un sujet aussi grave ne saurait résister à un examen sérieux de la situation. Pour savoir la face, ceux qui se réclament encore du gaullisme au sein de la majorité vont se battre — ou faire semblant — pour limiter en principe le pouvoir de la nouvelle Assemblée. Or il est un fait historique, d'une répétition constante, d'est qu'aucune barrière de procédure n'a jamais pu contenir la volonté d'une assemblée ou même d'un homme élus au suffrage universel, et décidés à passer outre.

Nous avons à ce sujet dans notre histoire un exemple qu'il serait sage à nos parlementaires de méditer : quand cédant à la pression de l'opinion, et effrayé par le déficit, M. Necker décida Louis XVI à convoquer les états généraux, il fut lui-même effrayé des conséquences que pouvait avoir cet appel au peuple. Et de multiplier les barrières, ainsi fait le « doublement du tiers état », sort d'un arrêt du Parlement de Paris, Necker fit adopter par décret du Conseil du roi en date du 27 décembre 1788 qu'« en tout état de cause des états généraux devaient procéder selon les mêmes formes qu'en 1614 » (dernière date de leur convocation), c'est-à-dire qu'ils voteraient par ordre, et qu'aucune dévotion ne pourrait être prise sans l'accord des deux ordres privilégiés. En outre, pour plus de précautions, il fut décidé que parmi les deux cent soixante-dix députés de la noblesse, seuls ceux « possédant fief » seraient admis à représenter leur ordre. Ainsi d'un trait de plume, ont été écartés les nobles à titre personnel, rejetés dans le tiers état. Ce fait est ce qu'il en advint, et que malgré M. de Breteuil, les états généraux se proclamèrent Constituants.

Or le danger réel pour la France, son indépendance et notre vie quotidienne, réside dans le fait que face à une Italie ruinée, une Angleterre aliée privilégiée des États-Unis, une Allemagne pratiquement sous protectorat américain, cette Europe ne pourra qu'être atlantiste, et déjà ne voyons-nous pas s'agiter chez nous le retour à l'OTAN ?

(*) Ancien sénateur.

Le débat sur les élections européennes se concentre, jusqu'à présent, sur les abus dont pourraient se rendre coupables les parlementaires européens ou sur les moyens de les prévenir et de les empêcher : face à la tentation et au chômage à quel point servir des élections européennes ?

Pour certains, la réponse est claire : à rien. Il ne s'agit que d'une réforme, tout au plus susceptible de diviser le pays au moment où il a mieux à faire. Ce serait peut-être vrai si la crise avait des causes principalement nationales relevant donc d'une thérapeutique principalement nationale. Mais ce n'est pas le cas. D'abord il s'agit d'une crise mondiale affectant peu ou prou tous les pays européens. Ensuite il ne s'agit pas d'une crise conjoncturelle due à deux causes principales.

C'est d'abord l'apparition du tiers-monde comme acteur sur la scène économique. La hausse du pétrole hier, celle du café aujourd'hui, ne sont pas des phénomènes accidentels. Les pays du tiers-monde vendront plus cher leurs produits bruts, ils commenceront à vendre certains produits industriels pour lesquels ils sont bien placés, comme les textiles. Ils se dotent d'industries de base, comme la sidérurgie. Demain, du Proche-Orient, les pétroles qui nous nous disputons le privilège de construire tourneront à plein et écouleront en Europe le surplus de leur production.

La deuxième concurrence à laquelle doivent faire face les pays de notre vieille Europe est celle des pays les plus avancés qui maîtrisent les technologies de pointe et notamment l'électronique. Dès celle-ci permet une automatisation toujours plus poussée de la production, comme on peut le voir sur les chantiers navals japonais. D'autre part, l'électronique progresse à pas de géant, mettant sans cesse de nouveaux produits sur le marché, comme des montres à quartz dont la fabrication requiert trois fois moins de main-d'œuvre que l'horlogerie traditionnelle.

(*) Membre du conseil économique des républicains indépendants.

Le débat sur les élections européennes se concentre, jusqu'à présent, sur les abus dont pourraient se rendre coupables les parlementaires européens ou sur les moyens de les prévenir et de les empêcher : face à la tentation et au chômage à quel point servir des élections européennes ?

ni angoisse

Intérieur, ni confié par les grands partis, et l'on sait que le mouvement pour l'indépendance de l'Europe, que je préside avec le concours de représentants éminents de tous les courants de la majorité, est prêt à prendre ses responsabilités dans ce sens.

Il fallait s'assurer avant tout, que la modification du mode d'élection n'entraîne rien dans le cadre des traités, ne provoquerait pas de « glissement » octroyant de nouveaux pouvoirs à l'Assemblée et compromettant l'équilibre des pouvoirs communautaires, dont la stabilité ou l'évolution repose exclusivement sur l'accord unanime des États membres. Rien ne serait pire, en effet, que de « faire l'Europe » à coup de dérapages successifs.

Dans l'état présent, l'identité européenne est trop incertaine pour qu'un pays comme la France puisse songer à s'y confondre. Nous sommes prêts à proposer beaucoup d'Europe européenne : mais nous nous refusons à troquer l'indépendance française contre une dépendance européenne.

Tel pourrait être le risque, et nous sommes fondés à nous inquiéter. En faisant expresse référence à l'avis du Conseil constitutionnel et en incluant un article qui déclare :

« Toute modification des compétences de l'Assemblée des

ni angoisse

Communautés européennes, telles qu'elles sont fixées à la date de signature de l'acte portant élection des représentants à l'Assemblée, ne saurait pas être l'objet d'une autorisation de ratification ou d'approbation suivant les dispositions des traités de Paris et de Rome, et qui, le cas échéant, n'aurait pas donné lieu à une révision de la Constitution conformément à la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976, serait de nul effet à l'égard de la France.

Il en serait de même de tout acte de l'Assemblée des Communautés européennes qui, sans se fonder sur une modification expresse de ces compétences, les outrepasserait en fait.



Le projet de loi présenté par le gouvernement répond positivement aux conditions qu'avait formulées le mouvement pour l'indépendance de l'Europe, comme, me semble-t-il, aux positions très voisines exprimées par M. Maurice Couve de Murville au nom du R.P.R.

Restait la question du mode de scrutin. Il importait de bien marquer que les députés de l'Assemblée européenne sont et resteront les représentants de leurs pays respectifs et de compter, à toute tentative d'élargir l'Europe en recourant, au demeurant illusoire, contre les arbitraires nationaux. Tout système

électoral fondé sur une division territoriale ou ayant un caractère régional eût donc été inacceptable.

Conformément à cette exigence, le gouvernement proposera un scrutin national à la proportion-

Les éditions François Maspéro ont publié ces trois derniers mois :

Petite collection Maspéro	
R. BUTLER et P. NOISSETTE De la cité ouvrière au grand ensemble	12,00
MAURICE GODELIER Horizon, trajets marxistes en anthropologie 2 volumes, chaque :	16,00
LEON TROTSKY L'avènement du bolchévisme	12,00
ROGER FALIGOT La résistance irlandaise	16,00
"CICCAN" Les trafics d'armes de la France	20,00
Cahiers libres	
WILFRED BURCHETT Vietnam : un + un = un	45,00
FRANÇOIS MALBOSC Civils, si vous saviez...	30,00
COLLECTIF Survivre à Seveso	25,00
Cedetim	
Angola : la lutte continue	35,00
Textes à l'appui	
FLORENCE GAUTHIER La voie paysanne dans la révolution française	42,00
ADRIAN ADAMS Le long voyage des gens du Fleuve	40,00
PAUL HOUNTONDJI Sur la "philosophie africaine"	40,00
NOAM CHOMSKY Réflexions sur le langage	45,00
CAMILLE LACOSTE-DUJARDIN Dialogue de femmes en ethnologie	28,00
LILY ROSS TAYLOR La politique et les partis à Rome au temps de César	58,00
Malgré tout	
collection dirigée par René Copelman	
AUGUSTO BOAL Théâtre de l'opprimé	30,00
DARIO FO Allons-y, on commence ! Farces	38,00
G. MAUGER et C. FOSSE La vie buissonnière	42,00
Actes et mémoires du peuple	
HELENE ELEK La mémoire d'Hélène	45,00
AGRICOL PERDIGUIER Mémoires d'un compagnon	50,00
Introduction d'Alain Faure	
Bibliothèque socialiste	
dirigée par Georges Harp	
ROSA LUXEMBURG J'étais, je suis, je serai !	65,00
Correspondances 1914-1919	
VICTOR SERGE et LEON TROTSKY La lutte contre le stalinisme	42,00
Textes 1926-1939 présentés par Michel Dreyfus	
Voix	
collection dirigée par Fanchon Goussier Baile	
JAMIL ALMANSOUR HADDAD Avis aux navigateurs	55,00
Economie et socialisme	
collection dirigée par Ch. Bettelheim	
OSENDE AFANA L'économie de l'Ouest africain	55,00
PATRICK CASTEX "Voie chilienne" au socialisme	50,00
M. RAFFINOT et P. JACQUEMOT Le capitalisme d'Etat algérien	60,00
... sans oublier la bande dessinée de PIOTR	
Tant qu'y aura des hommes	22,00
Catalogue gratuit en remplissant ou recopiant ce bon :	
<div>  <div> <p>Le Monde</p> <p>PUBLIE</p> <p>CHAQUE LUNDI</p> <p>(numéro daté mardi)</p> <p>UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE</p> </div> </div>	
<div>  <div> <p>FRANÇOIS MASPERO</p> <p>1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris</p> </div> </div>	

Ni rêve

Le débat sur les élections européennes se concentre, jusqu'à présent, sur les abus dont pourraient se rendre coupables les parlementaires européens ou sur les moyens de les prévenir et de les empêcher : face à la tentation et au chômage à quel point servir des élections européennes ?

(*) Ancien sénateur.

De la fumer douce.

Silk Cut the mild cigarette

GALLERIA LONDRES - BELFAY

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Les partis de gauche ont entamé l'étude des mesures sociales

La première réunion du groupe de travail chargé de procéder à l'actualisation du programme commun s'est déroulée, mardi 31 mai, au siège du P.S. Les quinze négociateurs (cinq par parti) ont été accueillis par M. François Mitterrand.

Communistes, socialistes et radicaux de gauche ont arrêté le rythme et les méthodes de leurs travaux. Le groupe s'est réuni, jeudi après-midi, au siège de chacun des partis, à tour de rôle. Les négociateurs ont décidé de prendre le programme commun page après page, ligne par ligne. Chaque parti avance alors sa proposition de modification, qui est discutée. Si l'accord ne peut être réalisé, le sujet est mis de côté. Les instances dirigeantes des trois partis sont saisies.

Les arbitrages qui resteront en suspens à la fin des travaux seront rendus lors de la réunion « au sommet » qui doit clore la négociation.

Mardi après-midi, à l'issue de plus de trois heures de discussion, le groupe de travail avait amorcé l'étude de la première partie du programme commun consacrée à la politique sociale. Les négociateurs ont notamment discuté de la réévaluation du SMIC et des prestations sociales, de la hiérarchie des salaires et de la durée du temps de travail. Commentant cette réunion, M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du P.S., a indiqué : « Le climat était excellent. »

« Constructif », a précisé pour sa part M. Charles Pterman, membre du secrétariat du P.C.F., chef de la délégation communiste. « Réaliste », a conclu M. Bérégovoy.

Dans l'Humanité du 1^{er} juin, René Andrieu, membre du comité central du P.C.F., estime : « De cette première journée, on peut tirer la conclusion que la discussion sera sérieuse mais serrée. » Les négociateurs pour leur part

se refusent à fournir des précisions sur le contenu du nouveau texte avant la fin de la discussion. Il semble cependant qu'un accord soit déjà intervenu sur le montant du SMIC.

Cette première séance de négociation a permis aux représentants du P.C.F. de faire valoir qu'un chiffrage est indispensable puisque la gauche ne peut proposer des objectifs en matière de salaires sans avoir le souci des équilibres économiques d'ensemble. Le P.S. semble pour sa part disposé à proposer à ses partenaires une formule quelque peu différente. Il ne s'agit pas de chiffrer le programme commun dans son ensemble mais de mettre au point un projet de calendrier budgétaire pour avril 1978. Les socialistes pensent pouvoir, par ce biais, mieux faire prendre en compte par leurs partenaires les limites et les servitudes de la gestion gouvernementale.

Outre l'actualisation proprement dite du programme commun et son chiffrage — sous une forme non encore arrêtée — les négociateurs ont également pour tâche de prévoir un calendrier d'application. Le P.C.F. en a déjà élaboré un, particulièrement détaillé, pour la première année (le Monde du 12 mai). Le P.S. souhaite s'en tenir à des indications plus générales. Qu'il s'agisse du chiffrage ou du calendrier, les partis de gauche doivent décider si ces indications seront intégrées dans le programme commun, sous forme d'annexes par exemple, ou si elles feront l'objet d'une publication séparée.

M. ROBERT FABRE : il existe des sujets plus importants que les nationalisations

« La confrontation de 1978 — pas plus que les débats de la gauche — ne doit pas porter de manière quasi exclusive sur le problème des nationalisations », écrit M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, dans le mensuel du M.R.G. « Mouvement ».

Pour M. Fabre, il existe des sujets « plus importants » que les nationalisations : « Quelles doivent être demain les véritables valeurs pour lesquelles nous devons combattre ? Au-delà de la recherche d'un meilleur niveau de vie pour les plus démunies (...), au-delà de la défense de la liberté (...), nous devons porter nos efforts vers ce que l'on a continué d'appeler la qualité de la vie (...). »

Le R.P.R. lance une consultation sur la participation dans l'entreprise

Le congrès extraordinaire du R.P.R., créé par les statuts du mouvement fondé le 5 décembre 1976, se réunira pour la première fois le dimanche 12 juin à Paris. Ses mille cinq cents membres devront notamment étudier et approuver un rapport sur la participation élaboré par M. Philippe Dechartre, ancien ministre, délégué national à l'Action ouvrière et professionnelle.

Depuis qu'il est devenu président du R.P.R., M. Jacques Chirac a renoncé à l'expression de « travailisme français » qu'il avait utilisée dans son discours d'Épône le 3 octobre 1976, mais il a souligné fréquemment que trois domaines principaux retiennent l'attention du R.P.R. : la commune, la famille et l'entreprise. Se référant à la tradition gaulliste de la participation dans l'entreprise et à la conception « pompidolienne » de l'intéressement, il estime qu'il convient désormais de franchir un pas supplémentaire, qu'il avait laissé prévoir le 6 mai dernier, lorsqu'il avait déclaré à Montbéliard :

« La participation a déjà été engagée, mais trop timidement. Elle doit se généraliser de sorte que les travailleurs aient, à concurrence de la part des salaires dans la production, intérêt à la croissance de l'entreprise. L'aboutissement de la participation sera bien sûr la participation aux responsabilités. »

Le rapport préparé par M. Philippe Dechartre s'accompagne de projets précis qui constitueront, s'ils sont adoptés par les instances nationales du R.P.R., des propositions de loi ou tout au moins des thèmes de campagne électorale.

Un titre de la participation au capital, le R.P.R. propose la création de « sociétés d'actionnariat salarié ». Ce système prévoit qu'après distribution du dividende, le bénéfice restant est incorporé au capital de la SAS par création d'actions qui demeureront inaliénables pendant cinq ans. Ces actions nouvelles seront réparties par moitié entre les actionnaires initiaux et le personnel. Les actions du personnel seront gérées par un « fonds indivis d'actionnariat salarié », qui les remettra aux ayants droit à bout de cinq ans en toute propriété et à titre individuel.

Par ce système, les salariés participent donc à l'autofinancement de l'entreprise, ce qui signifie que les apporteurs de capi-

taux et ils auront leur part du profit ainsi mis en réserve.

Le R.P.R. considère que la participation au capital doit être complétée par une participation des salariés aux responsabilités. Pour y aboutir, les gaullistes veulent reprendre la proposition de loi déposée le 12 février 1974 par quarante-deux députés U.D.R.

Le nouveau projet modifie la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés à directeur en créant un mécanisme « à double entrée » afin que les porteurs de capitaux et les salariés soient représentés ensemble au sein du conseil d'administration.

Les salariés, par le jeu de la participation aux bénéfices et au capital, pourraient également intervenir comme porteurs d'actions au niveau de l'assemblée générale des actionnaires et à celui du conseil de surveillance. L'assemblée générale des actionnaires continuerait de désigner le conseil de surveillance, mais ce dernier devrait nommer les huit membres du conseil d'administration en choisissant trois sur une liste établie par le « comité de participation » de l'entreprise. La pièce maîtresse de ce système est, en effet, le « comité de participation », élu par l'assemblée générale des travailleurs de l'entreprise à bulletins secrets. Les auteurs du rapport estiment que le « comité de participation » n'est pas une instance adaptée à l'exercice des responsabilités de gestion de l'entreprise elle-même.

La « troisième voie »

En revanche, le « comité de participation » pourrait assurer la présence dans les conseils d'administration, dans les comités de surveillance et dans les directeurs « de représentants authentiques des salariés dépourvus de toute allégeance patronale et de toute pression syndicale ». Le rapport du R.P.R. ajoute que « seule l'élection au suffrage universel des cogestionnaires paritaires éliminerait sans ambiguïté la démocratie dans l'entreprise ». Selon les gaullistes, la participation ainsi conçue ne serait pas « une espèce de truc d'Ultras » mais « une grande affaire politique et un moyen de transformer la société », puis-que elle permettrait de marier la notion d'autorité et celle de participation.

Le R.P.R. estime qu'un pas nouveau peut être maintenant accompli dans la recherche de la « troisième voie » entre le « capitalisme sauvage » et le collectivisme. Deux étapes ont déjà été franchies. La première concernait la participation aux « fruits de l'expansion », c'est-à-dire aux bénéfices. Elle a été réalisée par

l'ordonnance du 17 août 1967. Aujourd'hui, 10 443 entreprises sont concernées par les accords de participation et 4 666 375 salariés en sont bénéficiaires. La réserve globale de participation atteint 10 milliards de francs. Pour gérer les fonds investis en SICAV, trente-trois sociétés financières se sont constituées, dont l'une créée par les syndicats eux-mêmes. 237 conseils paritaires de surveillance contrôlent la bonne gestion des portefeuilles, dont les fonds sont bloqués pendant cinq ans.

La deuxième étape est relative à la participation aux valeurs d'actifs nées de l'autofinancement. La participation au capital, qui devait découler de l'amendement 32 à la loi de finances du 12 juillet 1966, n'a pas reçu d'application. En revanche, en 1970, l'actionnariat ouvrier a été instauré aux usines Renault, en 1971 à la SNECMA et à la SNIA et, en 1972, dans les entreprises publiques de crédit et les assurances, enfin, en 1973, dans les entreprises privées.

Mais, selon le R.P.R., il s'agit là « d'un péché succédant de la participation au capital ». Le projet lancé par M. Chirac et qui sera examiné par toutes les instances du R.P.R., a aussi pour objet de constituer une base de discussion. Il doit fournir un thème de réflexion, non seulement aux militants du mouvement, mais aussi aux meilleurs patrons, aux cadres et aux organisations syndicales de salariés. — A. P.

Partez.. en vacances

à VENISE - ATHÈNES - ISTANBUL - RHODES - LE CAIRE - SICILE, avec les croisières des amitiés européennes

Croisières Chantiers
votre agent de voyages vous attend

épreuve de français le 22 juin

objectif BERC

un volume 16 F

LAROUSSE
chez votre libraire

Au m², ce sont les moins chers des deux-pièces.

85 % polyamide, 15 % Lycra, le soutien-gorge

25f
le slip **25f**

85 % polyamide, 15 % Lycra, le deux-pièces

30f

85 % polyamide, 15 % Lycra, le deux-pièces

50f

Parmi plus de 2000 maillots différents, une sélection de deux-pièces dont les prix aussi ont de quoi séduire : les séparables, les classiques, les audacieux.

Galerias Lafayette

هكذا ان الاجل

La Grèce doit entrer d

Compagnie
La SEC France
et Anglaise

Partez...
le 22 juin

POLITIQUE

AU SÉNAT

La Grèce doit entrer dans la C.E.E., affirme M. de Guiringaud

Le Sénat a débattu, mardi 31 mai, d'une question orale de M. Edgar PISANI (P.S., Haute-Garonne) et Michel SORDEL (indép., Côte-d'Or) concernant l'élargissement du Marché commun par l'entrée éventuelle dans la Communauté économique européenne de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Ce débat faisait suite au rapport analysé dans nos colonnes le 14 mai dernier, rapport établi par ces deux sénateurs avec le concours d'un bureau d'étude privé, Euroforum.

La politique agricole commune, a souligné M. PISANI, a donné à notre agriculture un développement rapide et a fait de la France un exportateur permanent de produits agricoles. Mais cette politique ne présente pas le même aspect positif si l'on considère les produits (fruits, légumes, vin) pour lesquels les pays méditerranéens sont en position de force.

Le Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.) réunit mercredi 1^{er} juin au palais de Luxembourg son conseil national. Les débats donneront lieu, en particulier, à la présentation, par M. Philippe Maland, ancien ministre, d'un « programme libéral et social » du C.N.I.P. — encore intitulé « programme pas commun » — et dont l'originalité se marque, selon ses auteurs, « par son désaccord avec les programmes démagogiques et socialistes qui ont conduit au blocage de la société actuelle et par son opposition formelle à l'option présentée sous le nom de « programme commun ».

plus largement sur nos marchés ? » « Voilà donc, conclut l'ancien ministre, à ce que la politique agricole commune devienne une politique égalitaire et équilibrée respectant avant de songer à en élargir le cadre. »

Pour M. SORDEL, une politique commerciale plus « élaborée » et une meilleure gestion des marchés s'imposent également. Le coût de l'élargissement du Marché commun devrait être pris en charge par la Communauté. Le D.A.T.A.R. et le ministère de l'Agriculture devraient s'attacher de leur côté à définir des programmes d'action prioritaire en faveur des régions méditerranéennes.

« Ce n'est qu'à ces conditions, affirme-t-il, que le Sénat pourrait donner son avis favorable à une décision politique qui mettrait en danger plus de tiers des agriculteurs de ce pays. »

Répondant à ces orateurs, M. DE GUINGAUD, ministre des affaires étrangères, déclare notamment : « Nul ne peut demeurer insensible au désir des pays méditerranéens de rejoindre la Communauté, car celle-ci est bien plus qu'une organisation économique ; elle représente la défense de la démocratie et des droits de l'homme ; pour ces pays, elle apparaît comme le symbole de la démocratie restaurée et la garantie de sa consolidation. J'ajoute que peu de nations ont autant que la Grèce, l'Espagne et le Portugal contribué à la culture européenne ; ils doivent aujourd'hui contribuer à donner à l'Europe un avenir digne de son passé (...).

« Le flottement des monnaies a révélé ses insuffisances en frappant plus que d'autres les marchés particuliers, j'ai donc l'impression que les insuffisances que la France avait depuis longtemps dénoncées, spécialement pour le vin, les fruits et les légumes, ces insuffisances, la C.E.E. ne peut plus les ignorer ; elle ne serait plus « crédible » (...).

« La seule candidature sur laquelle les Neuf se soient prononcés favorablement et unanimement est celle de la Grèce. Promesse a été faite : nous devons la tenir. Il ne doit y avoir ni freinage ni blocage du processus engagé. Il n'est pas question, par exemple, de lier la négociation avec la Grèce aux négociations avec les deux autres pays. Ne doit être prise en considération que la valeur propre de la candidature grecque ; M. le président de la République en a d'ailleurs donné l'assurance à M. Cavramis le 12 mai dernier. »

M. GIRAUD (P.S., Paris) estime, lui aussi, que le cas de la Grèce est un cas unique. L'adhésion du Portugal demandera une dizaine d'années. Quant à l'Espagne, « c'est affaire d'avenir ».

M. JARROT (P.C., Isère) proclame : « Ne comptez pas sur l'accord de nos paysans pour mettre notre agriculture en concurrence avec celle de pays où la main-d'œuvre est sous-payée. »

M. MATHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, apporte les précisions suivantes : « Les productions agricoles méditerranéennes jouent un rôle très important dans la situation régionale de l'emploi. Le secteur du vin représente à lui seul 10 % de notre production agricole finale — 11,5 milliards — et il nous procure 55 milliards de devises par an. »

conservateurs payent les tomates 20 centimes le kilo en Grèce, 35 en France. Il n'est donc pas possible d'élargir la Communauté sans réformer profondément les règlements agricoles, et sans prévoir une période transitoire prudente.

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« La refonte des règlements communautaires s'impose de toute façon : la France a déjà déposé un mémorandum viticole et un mémorandum fruits et légumes voici quelques mois. Elle est résolue à les faire aboutir avant l'adhésion grecque. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

« L'information du justiciable, voilà au fond la véritable solution. »

Gouleur pour fumeurs!

Silk cut the mild cigarette

GALLAHUE LONDON - BELFAST

une consultation dans l'entreprise

Un accord a été conclu entre le C.N.I.P. et le R.P.R. pour une consultation dans l'entreprise. L'accord prévoit que le C.N.I.P. sera représenté dans les instances de l'entreprise par un délégué syndical. Le R.P.R. s'engage à respecter les droits de ce délégué. L'accord est valable pour une durée de trois ans.

épreuve de français le 22 juin

objectif BEC

un volume 16 F

LAROUSSE

s deux-pièces

50

M. LAURENS : nous ne sommes pas dans l'orbite du R.P.R.

Mercredi matin, M. Camille Laurens, secrétaire général, a déclaré, devant le conseil national.

LE BUREAU DU PARTI RADICAL

Voici la liste des membres du bureau du parti radical élu vendredi 27 mai (M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a été élu directement par le congrès du parti le 15 mai) :

Vice-présidents : Pierre Brousse, ancien ministre ; Mme Anne-Marie Fritsch, députée de Moselle ; M. Jean-Thomas Nordmann.

Secrétaire général : M. Didier Barlan.

Trésorier : M. Louis Macaigne.

Délégué national : M. François Garcia.

Membres : MM. Etienne Dailly, Pierre Darnaud, ancien ministre ; Patrick Spron ; Daniel Fedon ; Yves Galland ; Mme Françoise Giroud, ancien secrétaire d'état ; M. Tounsi ; Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines ; MM. Hervé Lecler ; Raymond Leissner ; Marcel Monin et Edouard Schloessing, député du Lot-et-Garonne.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Général : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5727.

Comparez.

Le BEC propose aux étudiants en Angleterre

3 SEMAINES	BEC	Autres Organisations (remplissez les cases et comparez)
Logement en famille	X	
Tous les repas	X	
1 h/jour Anglais général	X	
1 demi-h/jour de drill	X	
1 h de civilisation	X	
1 h/jour Anglais commercial	X	
Un cycle de conférences	X	
Un programme complet d'activités	X	
Des excursions	X	
Assurance individuelle + frais d'inscription	X	
PRIX TOTAL POUR 3 SEMAINES	1340F	

Formules spéciales pour Adultes et Elèves.

POUR RECEVOIR UNE BROCHURE, RETOURNER LE COUPON ci-dessous.

NOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POST. _____ VILLE _____

Angleterre U.S.A.

Etudiants Adultes Elèves

Payez les espèces jointes.

BRITISH EUROPEAN CENTRE
5, rue Habsbourg, Paris 8. 288.18.34

Partez..

le 16 juillet ou le 6 août

sur le SS REGINA PRIMA ou le SS VICTORIA avec les croisières des amitiés européennes.

vos agents de voyages vous attend

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez ou écrivez. Nous les télétransmettons. Vous recevez nos télégrammes par télex ou vous les téléphonez.

étreve

SERVICE TÉLEX
345.21.62 + 348.01.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Partez en croisière..

2 semaines à partir de 3 745 F

les croisières des amitiés européennes

Croisières Chantres

vos agents de voyages vous attend

Bons anonymes de l'Ecureuil:

pour mettre votre argent du bon côté.

Les bons anonymes de l'Ecureuil vous offrent tous les bons côtés de l'épargne :

La sécurité : les bons de l'Ecureuil bénéficient de la garantie d'un réseau auquel vous adhérez dès l'achat. Les bons de l'Ecureuil sont à intérêt progressif. Le taux actuariel brut s'établit à 9,75 % pour 5 ans. Ainsi un bon de 1000 F vous sera remboursé au bout de 5 ans soit 1592,50 F brut, soit 1395 F si vous préférez la formule nette d'impôts.

Si vous le souhaitez, votre Caisse d'Epargne vous déchargera même de toutes formalités d'ordre fiscal en vous servant des intérêts nets d'impôts.

La souplesse d'utilisation : vous pouvez souscrire des bons à 1, 2 et 5 ans, en coupures de 100, 500, 1000, 5000 et 10000 F remboursables à vue, dès la fin du 3^e mois dans l'un des 21.000 points de vente Ecureuil.

La rentabilité : les bons de l'Ecureuil sont à intérêt progressif. Le taux actuariel brut s'établit à 9,75 % pour 5 ans. Ainsi un bon de 1000 F vous sera remboursé au bout de 5 ans soit 1592,50 F brut, soit 1395 F si vous préférez la formule nette d'impôts.

Caisses d'Epargne de l'Ecureuil

par PHILIPPE BOGGIO

هكذا في الأصل

NCENNES

La participation à la vie associative et syndicale des étudiants de l'université de Nancy est en hausse. Les étudiants de l'université de Nancy ont participé à de nombreuses manifestations et actions de solidarité. Ils ont notamment organisé des rassemblements pour protester contre la guerre du Vietnam et pour soutenir les luttes sociales. Les étudiants de l'université de Nancy ont également participé à des actions de solidarité avec les populations des pays en développement. Ils ont notamment organisé des collectes de fonds pour financer des projets de développement. Les étudiants de l'université de Nancy ont également participé à des actions de solidarité avec les populations des pays en développement. Ils ont notamment organisé des collectes de fonds pour financer des projets de développement.

L'AVANT-GARDE DES TRAVAILLEURS

Le mouvement « chrétiens pour le socialisme » a été créé à Lille. Ce mouvement a pour objectif de promouvoir le socialisme chrétien et de lutter contre le capitalisme. Les membres du mouvement « chrétiens pour le socialisme » ont organisé de nombreuses manifestations et actions de solidarité. Ils ont notamment organisé des rassemblements pour protester contre la guerre du Vietnam et pour soutenir les luttes sociales. Les membres du mouvement « chrétiens pour le socialisme » ont également participé à des actions de solidarité avec les populations des pays en développement. Ils ont notamment organisé des collectes de fonds pour financer des projets de développement.

EN PROVENCE

Hotels **** MARSEILLE Hôtel Beauvau Hôtel Terminus Grimaud-Village

Jacques - votre hôtel à Paris 17, rue de Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 500.00.00

ÉDUCATION

Le congrès de l'Office de coopération à l'école Pour une pédagogie de la générosité

De notre correspondant
Epinal. — Le dix-septième congrès national des jeunes de l'Office de coopération à l'école (O.C.E.), qui a eu lieu à la fin de la semaine dernière à Gérardmer (Vosges), a permis à trois cent trente enseignants, collégiens et lycéens de réfléchir, en compagnie de leurs enseignants, aux problèmes posés par la vie coopérative.

La place de la coopération sociale dans le système éducatif actuel a été la toile de fond des travaux de ce congrès. Toutefois, les coopérateurs les plus âgés, les « aînés » (élèves du second cycle de l'enseignement du second degré), particulièrement préoccupés par l'éducation de demain, abordèrent cette question sous un angle plus politique. S'adressant à eux, le président de l'O.C.E., M. Raymond Tournier, a précisé : « Prenez garde à ne pas oublier ce qu'est l'esprit coopératif, une entreprise de liberté et de tolérance. Votre conseil national n'est pas l'organe d'expression d'une volonté politique, il doit réunir des gens de la société qui ont une vision différente de la société qu'ils veulent bâtir, mais qui sont réunis par le désir de travailler ensemble pour changer l'école. » Les difficultés du développement de la coopération sociale n'ont pas été niées. Dues en partie, selon les congressistes, à l'indifférence, sinon à l'hostilité, du ministre de l'Éducation, elles sont liées aussi à la formation des enseignants. D'anciens ont regretté que le sens de la coopération ne soit pas suffisamment donné aux jeunes maîtres. L'effort de promotion de la coopération sociale qui a lieu actuellement sera donc intensifié. Enfin les membres de l'O.C.E. ont annoncé deux millions d'adhésions à la fin de l'année, ce qui sera le signe d'un développement régulier de la coopération sociale dans les maternelles. Elle compense, rappelle un orateur, les insuffisances ou

RELIGION

Le mouvement « chrétiens pour le socialisme » a été créé à Lille

De notre correspondant
Lille. — Le mouvement chrétien pour le socialisme (C.P.S.) est officiellement créé en France. Ainsi en ont décidé les quelque cent cinquante participants à l'assemblée constitutive, réunie à Lille pour un week-end de Pentecôte, de discussion et de réflexion. Un collectif national de dix-sept membres sera désigné avant la fin du mois de juin, douze d'entre eux seront élus par les groupes locaux : Avignon, Brest, Clermont, Dijon, Lille, Marseille, Montpellier, Nancy, Paris et Toulouse ; cinq membres seront désignés par les mouvements nationaux : J.C.C., A.C.U., Groupe T.C., Vie nouvelle.

Solidarité ou rupture avec les Églises institutionnelles ?

Le débat théorique devra donc se poursuivre, mais le clivage est surtout apparu sur des positions délimitées : quel doit être le point de solidarité ou de rupture des militants C.P.S. par rapport aux Églises institutionnelles ? Pour les uns, la lutte contre « l'idéologie chrétienne », qui apporte un appui au pouvoir établi, suppose la rupture ; pour d'autres, comme M. Philippe Varlier, du mouvement Vie nouvelle, par exemple, il ne faut pas se couper et brutalement des Églises institutionnelles ; d'autres, enfin, comme M. Lucienne Bouc du Mouvement de Nantes, notent la difficulté de travailler dans le cadre actuel des paroisses. On a décidé néanmoins d'organiser le mouvement au plan national, au moins pour trois raisons : lever l'hypothèque qui consistait à s'interroger constamment pour savoir si C.P.S. est, ou n'est pas, nécessaire en France. La réponse est oui ; rééquilibrer la représentation des groupes locaux souvent

La Cour des comptes estime qu'il importe de rétablir un strict contrôle de la gestion financière des armées

La Cour des comptes a rendu son rapport sur la gestion financière des armées. Elle estime qu'il importe de rétablir un strict contrôle de la gestion financière des armées. Elle a notamment critiqué la gestion des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Elle a également souligné les insuffisances de la gestion des ressources humaines. La Cour des comptes a recommandé de renforcer le contrôle de la gestion financière des armées. Elle a notamment proposé de créer un poste de directeur général de la gestion financière des armées. Elle a également proposé de renforcer le rôle du comité de gestion financière des armées. La Cour des comptes a également souligné les insuffisances de la gestion des ressources humaines. Elle a notamment proposé de créer un poste de directeur général des ressources humaines des armées. Elle a également proposé de renforcer le rôle du comité des ressources humaines des armées.

RELIGION

Le mouvement « chrétiens pour le socialisme » a été créé à Lille

De notre correspondant
Lille. — Le mouvement chrétien pour le socialisme (C.P.S.) est officiellement créé en France. Ainsi en ont décidé les quelque cent cinquante participants à l'assemblée constitutive, réunie à Lille pour un week-end de Pentecôte, de discussion et de réflexion. Un collectif national de dix-sept membres sera désigné avant la fin du mois de juin, douze d'entre eux seront élus par les groupes locaux : Avignon, Brest, Clermont, Dijon, Lille, Marseille, Montpellier, Nancy, Paris et Toulouse ; cinq membres seront désignés par les mouvements nationaux : J.C.C., A.C.U., Groupe T.C., Vie nouvelle.

Solidarité ou rupture avec les Églises institutionnelles ?

Le débat théorique devra donc se poursuivre, mais le clivage est surtout apparu sur des positions délimitées : quel doit être le point de solidarité ou de rupture des militants C.P.S. par rapport aux Églises institutionnelles ? Pour les uns, la lutte contre « l'idéologie chrétienne », qui apporte un appui au pouvoir établi, suppose la rupture ; pour d'autres, comme M. Philippe Varlier, du mouvement Vie nouvelle, par exemple, il ne faut pas se couper et brutalement des Églises institutionnelles ; d'autres, enfin, comme M. Lucienne Bouc du Mouvement de Nantes, notent la difficulté de travailler dans le cadre actuel des paroisses. On a décidé néanmoins d'organiser le mouvement au plan national, au moins pour trois raisons : lever l'hypothèque qui consistait à s'interroger constamment pour savoir si C.P.S. est, ou n'est pas, nécessaire en France. La réponse est oui ; rééquilibrer la représentation des groupes locaux souvent

DÉFENSE

La Cour des comptes estime qu'il importe de rétablir un strict contrôle de la gestion financière des armées

La Cour des comptes a rendu son rapport sur la gestion financière des armées. Elle estime qu'il importe de rétablir un strict contrôle de la gestion financière des armées. Elle a notamment critiqué la gestion des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Elle a également souligné les insuffisances de la gestion des ressources humaines. La Cour des comptes a recommandé de renforcer le contrôle de la gestion financière des armées. Elle a notamment proposé de créer un poste de directeur général de la gestion financière des armées. Elle a également proposé de renforcer le rôle du comité de gestion financière des armées. La Cour des comptes a également souligné les insuffisances de la gestion des ressources humaines. Elle a notamment proposé de créer un poste de directeur général des ressources humaines des armées. Elle a également proposé de renforcer le rôle du comité des ressources humaines des armées.

DÉFENSE

La Cour des comptes estime qu'il importe de rétablir un strict contrôle de la gestion financière des armées

La Cour des comptes a rendu son rapport sur la gestion financière des armées. Elle estime qu'il importe de rétablir un strict contrôle de la gestion financière des armées. Elle a notamment critiqué la gestion des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Elle a également souligné les insuffisances de la gestion des ressources humaines. La Cour des comptes a recommandé de renforcer le contrôle de la gestion financière des armées. Elle a notamment proposé de créer un poste de directeur général de la gestion financière des armées. Elle a également proposé de renforcer le rôle du comité de gestion financière des armées. La Cour des comptes a également souligné les insuffisances de la gestion des ressources humaines. Elle a notamment proposé de créer un poste de directeur général des ressources humaines des armées. Elle a également proposé de renforcer le rôle du comité des ressources humaines des armées.

Solidarité ou rupture avec les Églises institutionnelles ?

Le débat théorique devra donc se poursuivre, mais le clivage est surtout apparu sur des positions délimitées : quel doit être le point de solidarité ou de rupture des militants C.P.S. par rapport aux Églises institutionnelles ? Pour les uns, la lutte contre « l'idéologie chrétienne », qui apporte un appui au pouvoir établi, suppose la rupture ; pour d'autres, comme M. Philippe Varlier, du mouvement Vie nouvelle, par exemple, il ne faut pas se couper et brutalement des Églises institutionnelles ; d'autres, enfin, comme M. Lucienne Bouc du Mouvement de Nantes, notent la difficulté de travailler dans le cadre actuel des paroisses. On a décidé néanmoins d'organiser le mouvement au plan national, au moins pour trois raisons : lever l'hypothèque qui consistait à s'interroger constamment pour savoir si C.P.S. est, ou n'est pas, nécessaire en France. La réponse est oui ; rééquilibrer la représentation des groupes locaux souvent

asprofor
PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT
B.C.E. Secrétaire de Direction
S.T.S. Commerce International
STAGES
Comptabilité tous niveaux
Gestion et Administration
Vente et Marketing
Relations Humaines
Cours de Langues
Calendrier des examens
ASPROFOR
139 rue de la République 75001 Paris
Tél : 256.11.05 - 359.12.77

COLLÈGE SÉVIGNÉ
Privé Laïque
1 rue Pierre-Nicole, 75005 PARIS - Tél. : 77.12.12 et 77.12.13
Externat - Demi-Pension - Bourses
DU JARDIN D'ENFANTS AUB BACCALAURÉATS
Préparation CLAT et AGRÉGATIONS
présents et correspondants
Formation JARDINIERS D'ENFANTS ET INSTITUTRICES
Directeur : Mlle MONTADES, agrégée de l'Université

L'ÉDUCATION EN FRANCE
Collection dirigée par J. LEIF
— Pour ceux qui s'interrogent sur le fonctionnement de l'éducation en France.
— Les réponses concrètes aux questions qui se posent chaque jour au monde de l'école.
■ L'ÉCOLE MATERNELLE AUJOURD'HUI 29,50 par E. PLAISANCE
■ L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE par L. BRUNELLE
■ L'ENFANT À L'ÉCOLE 33,00 par A.-M. CHARTIER, J.-M. HEBRARD
EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE
FERNAND NATHAN
Correspondance : rue 76980 CEDEX 14

NOUVEAU! POUR VOUS
LUNETTES
La Société Industrielle d'Optique (S.I.O.)
1^{er} LABORATOIRE DE MONTAGE OPTIQUE FRANÇAIS
lance une formule révolutionnaire.
LUNETTES OPTIQUES A PRIX FORFAITAIRE
optical-forfait
OPTICAL-FORFAIT c'est une nouvelle collection de lunettes optiques, gaies, originales et sérieuses mais toujours très actuelles : 700 montures présentées en libre choix. Quelle que soit la monture choisie par vous dans cette collection exclusive et quelle que soit la puissance de vos verres correcteurs : (1).
UN SEUL PRIX TOUT COMPRIS
forfaitaire et sans surprise **250 F** monture et verres à votre vue
Les montures et les verres optical-forfait sont tous garantis gratuitement un an contre la casse.
optical-forfait
est vendue en exclusivité
En étage : 48, rue de Miromesnil, Paris 8^e. (métro Miromesnil)
92, avenue des Ternes, Paris 17^e. (métro Porte Maillot)
En étage : 24, rue du 4 Septembre - Paris 2^e. (métro Opéra).
Ouvert de 10 h à 19 h - Fermé le lundi
CENTRE DE RENSEIGNEMENT TELEPHONIQUE : 266.56.78
(1) Il s'agit de verres simple foyer dans la plage (+/- 6 d), ce qui couvre 90 % des cas de myopie en simple foyer. Tous nos verres peuvent être livrés, sans supplément de prix, soit en verres classiques, soit en verres in cassables CR 39, blancs ou teintés. Il existe également des verres pour les doubles foyers Photograys ; toujours le forfait de base pour adultes à 175 F. Et un forfait pour enfants à 150 F.

133.000 F

un studio équipé près de la place Clichy?

Oui, vous pouvez acheter un studio prêt à vivre, ou un appartement 2,3,4 pièces, près de la place Clichy. (à Soan.)

Oui, vous pouvez choisir entre loggias, entre la vue sur le jardin ou la vue sur la Butte et le Sacré-Cœur.

Oui, vous pouvez avoir à la fois un métro, à votre porte et un box pour votre voiture. La Franche

Oui, vous pouvez visiter tous les après-midi l'appartement témoin, 22 avenue de Saint-Ouen, 18^e ou téléphoner pour tous renseignements à :

Zannetacci : 296.17.01

98, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris

Livraison immédiate



Réalisation
PUJOS S.A.

JEUNESSE

PEUPLE ET CULTURE SOUTIEN LA CONSTITUTION DE CONSEILS CULTURELS COMMUNAUX

Association d'éducation populaire spécialisée dans la formation des animateurs et la recherche de l'animation des adultes. Peuple et Culture a réuni, du 28 au 30 mai à Montauban, son quatrième congrès. Deux cents personnes environ y ont participé, représentant les quarante permanents de l'association, ses mille adhérents et ses dix mille

Les congressistes ont réaffirmé leur attachement à l'éducation populaire, moyen essentiel de lutte contre les inégalités culturelles. Ils se sont prononcés pour l'autonomie du pouvoir culturel par rapport au pouvoir politique. Peuple et Culture plaide pour la constitution des conseils régionaux, départementaux et municipaux de « conseils culturels » menant une politique culturelle décentralisée. Ces conseils réuniraient les représentants des associations locales, mais agiraient sous le contrôle des élus (conseil régional, général et municipal selon le cas).

C'est le rôle du conseil régional, toujours dangereux lorsqu'il s'agit de culture, mais laisserait, en cas de conflit, le dernier mot au pouvoir politique légalement désigné.

Peuple et Culture souhaite par ailleurs un accroissement des pouvoirs de la commune et de la région, et s'engage une réflexion sur la réforme des collectivités locales. Elle refuse d'opposer les cultures régionales — dont elle souhaite la sauvegarde — aux cultures nationales.

Peuple et Culture, 21, rue Cassette, 75006 Paris, tél. 232-30-06.

UN « S.V.P. » A L'USAGE DES JEUNES GÉNÉRATIONS

Cinq cent mille visiteurs par an au C.I.D.J.

Installé depuis 1969, 41 rue Brancas, à l'ombre du Centre d'information et de documentation (jeunesse) l'association C.I.D.J. a joué un rôle capital : aider les jeunes à se reconnaître dans le fourmillement des organismes de jeunesse et l'enchevêtrement des flux de l'information ; les informer de leurs droits ; leur proposer, à l'usage, des emplois, être un S.V.P. gratuit à l'usage des jeunes gé-

En huit ans d'existence, il a constitué un fichier de quinze mille entreprises, mises régulièrement à jour, qui lui permettent de proposer des emplois. En conjonction, une trentaine par jour en sont proposés. Dix-sept ont été proposés par le C.I.D.J. en 1974, sept mille cette année. Le C.I.D.J. est donc un service de référence économique et sociale, mais, ajoutant la formation de l'Agence nationale pour l'emploi installée dans le hall, les banques, meilleures pourvoyeuses d'offres d'emploi, ont la priorité aux jeunes.

Le C.I.D.J. a aussi évité les pièges des jeunes : les déviations à la commission, les jeunes ne se font pas employés comme tels, mais ils font. Tâche ardue, car la demande est forte. « Je suis prêt à accepter n'importe quel emploi », explique Antoine, varoise vert et jeune.

En 1976, le C.I.D.J. a répondu à cinquante mille lettres, reçu plus de mille coups de téléphone, accueilli cinq mille visiteurs. Parmi les lycéens et étudiants, mais aussi des jeunes adultes, beaucoup d'étrangers, une large proportion de quelques parents. Un étranger continué qui en fait une sorte de télescope de la jeunesse et de ses préoccupations.

Les questions les plus posées sont : les aides à la formation, les aides à la recherche d'emploi, les aides à la création d'entreprise, les aides à la formation professionnelle, les aides à la formation continue, les aides à la formation initiale, les aides à la formation complémentaire, les aides à la formation spécialisée, les aides à la formation professionnelle, les aides à la formation continue, les aides à la formation initiale, les aides à la formation complémentaire, les aides à la formation spécialisée.

Le C.I.D.J. a aussi évité les pièges des jeunes : les déviations à la commission, les jeunes ne se font pas employés comme tels, mais ils font. Tâche ardue, car la demande est forte. « Je suis prêt à accepter n'importe quel emploi », explique Antoine, varoise vert et jeune.

UNE SUBVENTION DE 5 MILLIONS DE FRANCS

En 1976, le C.I.D.J. a obtenu une subvention de 5 millions de francs du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, à laquelle il a ajouté 60 000 F de recettes propres (abonnements et publications).

Le C.I.D.J. est juridiquement indépendant des autres centres d'information jeunesse qui se sont créés sur son modèle à Bordeaux, Rennes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Poitiers, La Rochelle, Chambéry, Versailles et Epernay. Il assure encore jusqu'à la fin de l'année la tenue de la salle du centre de Marseille. Il emploie cinquante-quatre personnes. Son président est depuis le 21 avril 1977, M. Gérard Antoine, ancien directeur de l'Académie d'Orléans, chargé de mission auprès de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Il est dirigé par un conseil d'administration, M. Alain Quintin-Lamotte, qui a le titre de délégué général.

Quelques fiches au hasard : les métiers de chaudronnier et de chasseur d'hôtel ; les conséquences de la majorité à l'Assemblée ; la contraception ; l'emploi ; les séjours à l'étranger ; ce qui doit avoir lieu étranger en France.

L'artisanat : champion toutes catégories

Chaque jour, le C.I.D.J. a des fiches, mises à jour par un manuel. Au C.I.D.J., les fiches sont classées par catégories : éducateurs, animateurs, emplois, formations, etc. L'association du travailleur indépendant est en cours de reproduction en microfilm, envoyée aux jeunes et aux adultes d'information jeunesse régionaux. Des ateliers de travail participent à multiples occasions à la vie du C.I.D.J. Une camionnette équipée en mini-C.I.D.J. circule dans Paris, en province.

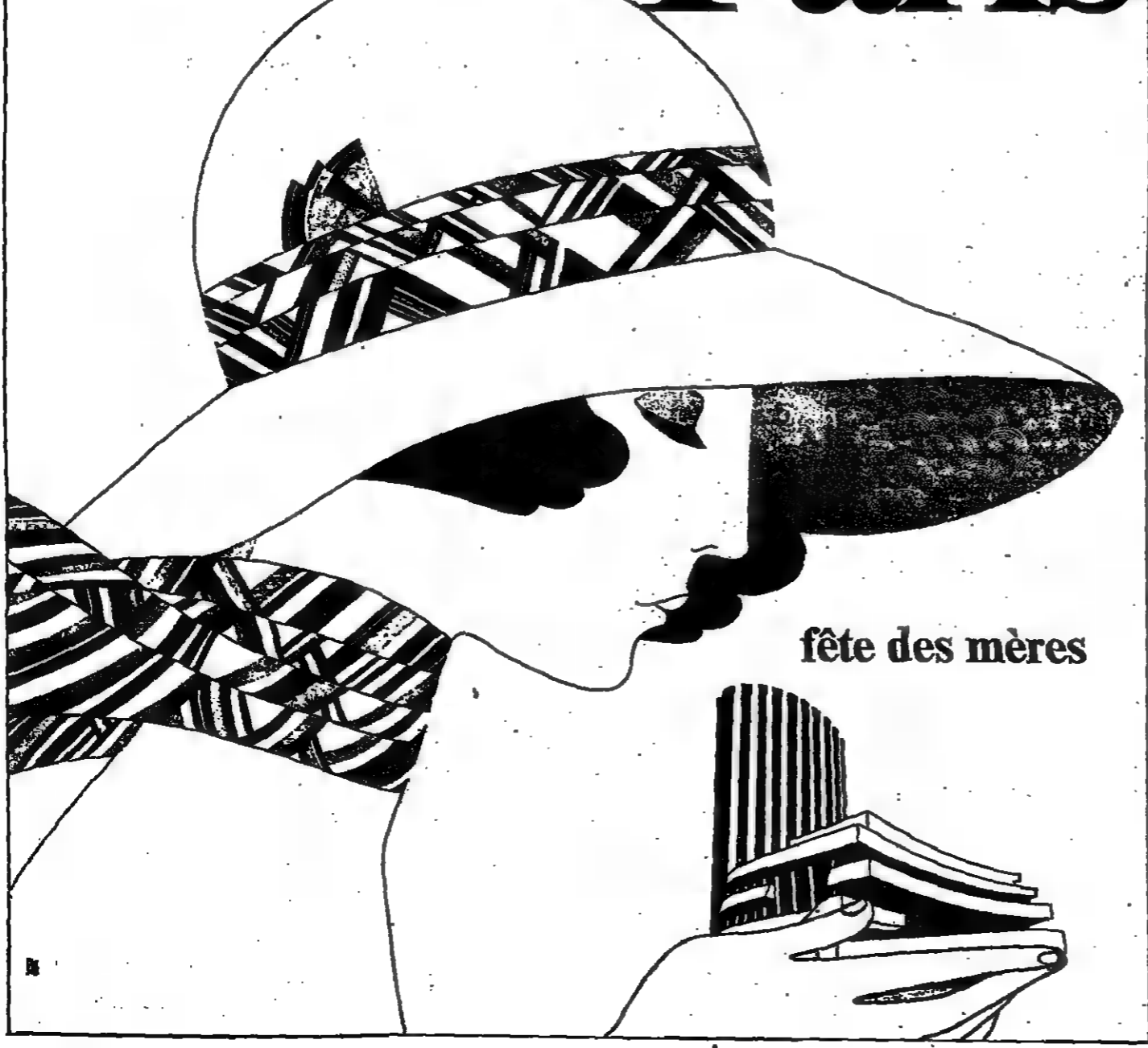
La bilan ? Très positif, selon les membres. A l'usage, le C.I.D.J. a permis de porter des jugements sur la situation de la jeunesse en France. Il a permis de constater que la jeunesse n'est pas une masse homogène, mais qu'elle est composée de jeunes qui ont des besoins différents. Le C.I.D.J. a permis de constater que la jeunesse n'est pas une masse homogène, mais qu'elle est composée de jeunes qui ont des besoins différents.

Autre grief : la jeunesse imprécise de certains renseignements. La mention « je suis prêt à accepter n'importe quel emploi » peut être une phrase à cinquante ans.

boutiques de Paris

PALAIS des CONGRÈS PORTE MAILLOT

III boutiques sur 2 niveaux.



fête des mères

SCIENCES

LES RECHERCHES DE LA VIE SUR MARS ONT PRIS FIN SANS RÉSULTATS POSITIFS

La mission d'organismes vivants sur Mars a pris fin le 31 mai, sans résultats positifs. Les chercheurs ont constaté que les conditions de la planète rouge ne permettent pas la vie.

Quant à la mission Viking-2, elle a été mise en hibernation et y a été renvoyée. Les chercheurs ont constaté que les conditions de la planète rouge ne permettent pas la vie.

Les missions de l'Agence spatiale européenne (A.S.E.) ont été mises en hibernation et y a été renvoyée. Les chercheurs ont constaté que les conditions de la planète rouge ne permettent pas la vie.

épreuve de français
le 24 juin

objectif BAC

un volume
18 F
LAROUSSE
chez votre libraire

هكذا في الامتحان

Du 3 au 12 juin au Bourget

LE XXXII^e SALON INTERNATIONAL DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE

PRICOLE DE TOULOUSE
lées pour escroquerie

régional
M. Marcel...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

ité et du contrôle public

FRANÇOIS...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

le premier établissement français
à caractère bancaire

M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING
inaugure, le 3 juin à 10 h 30 à la Défense...
Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

Bourget, les organisateurs du Salon ont...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

tion avec le titre, à l'époque, de « première...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

parmi les invités officiels du gouvernement...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

Les principales nouveautés

PUSIEURS appareils...
CANADA : le moyen-courrier...
ISRAËL : le chasseur-bombardier...
ITALIE : l'avion d'entraînement...
FRANCE : l'avion d'entraînement...
TCHÉCOSLOVAQUIE : le monoplan...
UNION SOVIÉTIQUE : le quadri-
GRANDE-BRETAGNE : l'avion...
BRESIL : le birotor...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

LE GUIDE DU VISITEUR

L E SALON, traditionnellement...
M. Raymond Barra, président...
M. Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'équipement...
M. Marcel Cavallé, le ministre de l'aviation...
M. Yvon Bourque, le ministre de l'industrie...

de l'océan à l'espace...

AEROSPATIALE est la seule société de constructions aéronautiques dont la gamme de productions s'étend des missiles stratégiques tirés de sous-marins en plongée, jusqu'aux lanceurs et satellites, passant par les avions de transport commercial, les birotors d'affaires, les avions légers, les hélicoptères, les systèmes d'armes et l'électronique.

La qualité de ses matériels, réalisés par la Société seule ou en coopération internationale, est la meilleure atteste d'AEROSPATIALE dans un monde placé sous le signe des difficultés économiques et d'une concurrence acharnée.

En outre, ses activités se prolongent à travers 5 filiales.

aerospatiale

37, boulevard de Montmorency - 75017 PARIS Cedex 16 - FRANCE

32 International de l'Aéronautique et de l'Espace, Le Bourget, du 3 au 12 juin 1977, Hall A - Stand 300/310



TUNISIE CONTACT

des vacances en Tunisie
préparées
par des gens du pays

LA TUNISIE - UNE TERRE - DES HOMMES

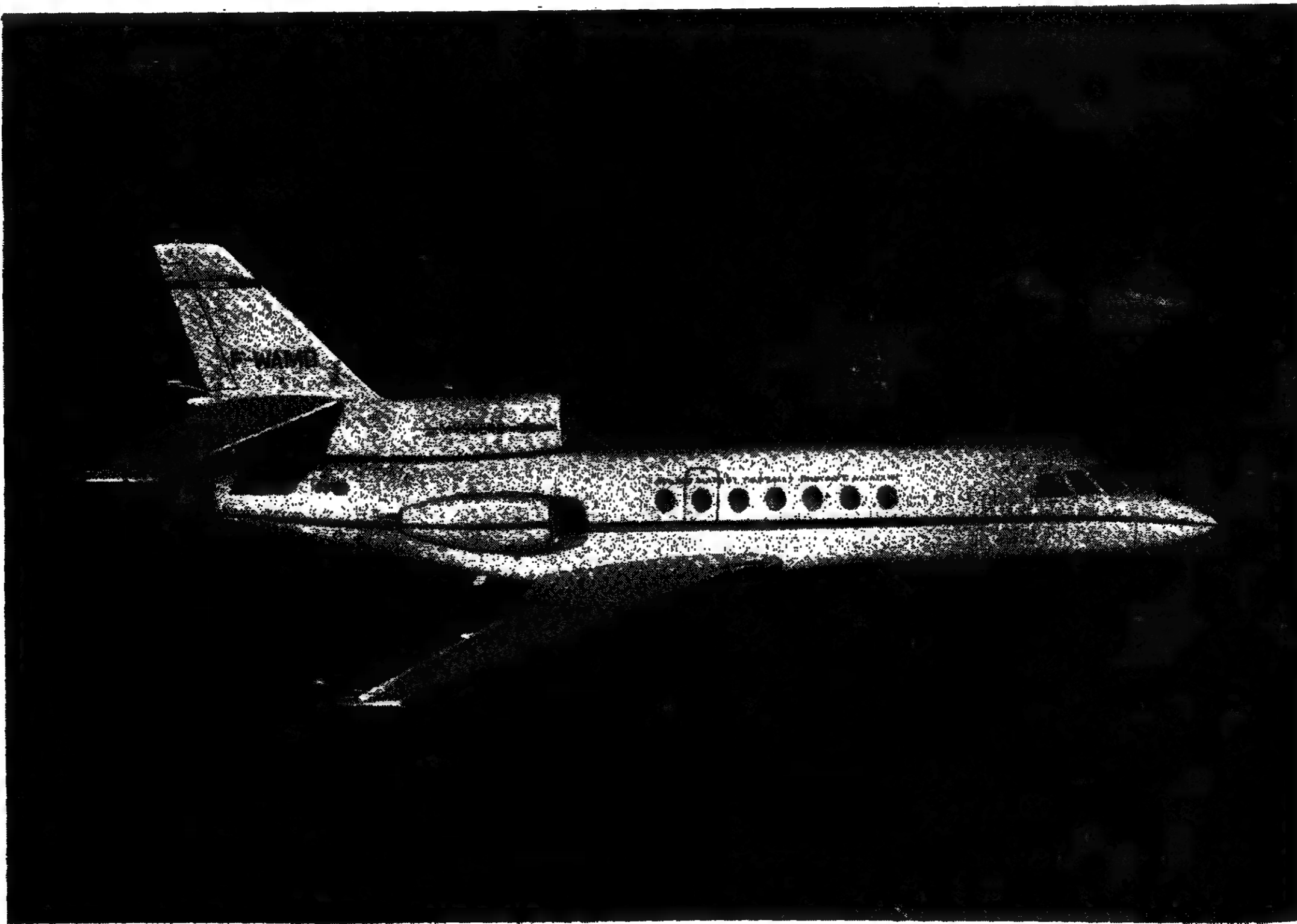
TUNISIE CONTACT

37, boulevard de Montmorency - 75017 PARIS Cedex 16 - FRANCE

MYSTÈRE 50

FAN JET FALCON 50

**L'AVION D'AFFAIRES TRIRÉACTEUR
A LONG RAYON D'ACTION**



AVIONS MARCEL DASSAULT

مكتبة الفنون

LE MONDE

ESPACE

de l'av

LES MATÉRIELS

TRANSPORTS AÉRIENS

La fl

CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE

Deux années perdues

Deux années ont été perdues. C'est la première fois que le premier ministre de l'époque, M. Jacques Chirac, lors du déjeuner de presse du Salon du Bourget, a déclaré que la France ne participerait pas à la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

retarder la production du Mirage 2000, seul avion intercepteur de l'armée de l'air. Résultat de ces deux années perdues : la France, et avec elle, l'Europe, se sont laissées dépasser par les États-Unis, en particulier par Boeing, l'avantage de construire le marché mondial des compagnies aériennes de leur production. C'est la première fois que le premier ministre de l'époque, M. Jacques Chirac, lors du déjeuner de presse du Salon du Bourget, a déclaré que la France ne participerait pas à la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

Échanges extérieurs : un bilan positif

Voici un bilan des échanges extérieurs de matériels aéronautiques. En comparaison du montant annuel des exportations (livraisons à l'étranger de matériels français), figure le montant annuel des importations aéronautiques (achats des constructeurs français, acquisitions des compagnies aériennes françaises ou des forces armées françaises) exprimé en millions de francs courants :

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	Total
Exportations	2 006	3 795	4 618	5 329	7 166	10 400	34 114
Importations	1 367	1 872	2 307	2 878	2 708	2 892	12 625
Excédent	1 239	1 923	2 311	2 451	4 457	7 507	21 489

Le taux de couverture des importations par les exportations est de 264 %, avec une pointe de 491 % en 1976. Sur cette période de six ans, la répartition par zones économiques des différentes exportations a quelque peu varié d'une année à l'autre : entre 60,8 % et 67,1 % pour les pays industrialisés (Europe et États-Unis) ; entre 16,9 % et 26,8 % pour les pays de l'OCDE (Proche-Orient) ; entre 8 % et 14,9 % pour les pays en voie de développement (Asie, Afrique et Amérique latine) et entre 0,5 % et 2,9 % pour les pays de l'Est. (Source : Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales.)

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

La France a pris deux années de retard dans la construction d'un nouvel avion de ligne en coopération avec les États-Unis ou avec l'Europe. Mais qu'elle n'a pas improvisé le jour même un communiqué se ralliant à un choix commun de tous les pays européens en faveur de l'avion américain F-16, sonnant le glas de l'intercepteur Mirage F-1-M-63 proposé par la France, la Belgique et M. Chirac mobilisait aussitôt l'industrie de tous les spécialistes de l'aéronautique. Depuis, la situation est guère meilleure. Au contraire, elle est devenue plus désastreuse. Les deux années perdues.

RB211-Champion du monde à l'arraché de poids.

Le 1er Novembre 1976, les moteurs RB211 de Rolls-Royce ont établi un nouveau record du monde.

Equiper leur premier Boeing 747 de British Airways, ils ont permis à l'appareil de décoller à un poids de 230 tonnes, battant ainsi tous les records civils et militaires de près de 10 tonnes.

Ceci est un succès de plus dans la longue série de moteurs qui illustrent le RB211 : trois arbres - moteur à double flux éprouvé qui a devant lui un avenir garanti par les succès répétés de son passé.

Le RB211, en continu développement, fournit une série de Lockheed TriStar une puissance fiable depuis 1972; il convient parfaitement à tous les avions gros porteurs à réaction existants ou proposés.

Comme tous les moteurs Rolls-Royce, le RB211 s'appuie sur une tradition de fiabilité et de technologie éprouvée unique en son genre, ainsi que sur un service après-vente mondial qui n'a pas son pareil.



ROLLS ROYCE

C'est bien pourquoi Rolls-Royce, grâce à sa puissance :

- emmène le Concorde à deux fois la vitesse du son,
- fait voler plus de 10.000 avions civils et militaires dans le monde,
- a été choisi pour équiper plus de 40 pour cent des navires de guerre propulsés par turbine à gaz dans 22 Marines nationales,
- fournit l'énergie aux industries du pétrole et du gaz de 14 pays principaux, allant du forage en mer du Nord au pompage à travers l'Alaska,
- produit plus de cinq milliards de kWh d'électricité à travers le monde, alimentant depuis les petites installations industrielles jusqu'aux villes entières.

Une expérience incomparable dans la conception et le développement des turbines à gaz a fait de Rolls-Royce l'un des principaux fournisseurs d'énergie du monde avec les ressources nécessaires pour faire face aux besoins du monde d'aujourd'hui et de demain.

Rolls-Royce Limited, 25 Buckingham Gate, London SW1E 6AT.
Rolls-Royce (France) 122, Avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly-sur-Seine

Spécialiste mondial de la technologie des turbines à gaz.

Actes de la mise en service...

La mise en service...

Un pour...

LA RÉTROUSSE...

هكذا في الأصل

Trois tours et puis...

... travaillait sup-
 ... la région parisienne et
 ... frustrations d'un épar-
 pillement ... Une impla-
 nation régionale, ... la
 possibilité ... définir une politique
 à ... façonner ... tra-
 vail, ... un ...
 ... la société, ...
 qu'il nous ... mobilisons, nous
 avons une rigueur technique, mais
 nous acceptons l'affrontement, le
 remise ... cause ... péda-
 gogie, il ne sortir ...
 ... la perspective ... pouvoir
 d'analyse, ...
 ... encore à tutu, pour ... gens
 ... on ... avec ... enfants,
 ... on peut aller ...
 contexte ... =

Entrez dans la danse !

Il ■■■ bon ton de proclamer
la danse bouge, qu'un jeune
public un peu partout s'y inté-
■■■ voit un ■■■■■ privilèg-
de s'exprimer et de créer le
concours de chorégraphie ■■■
Bagnole, a révélé ■■■■ le bon-
De puis trois, ou quatre ans. Il
vite, définit des générations de
petits groupes, la plupart du
temps non professionnels, en
quête d'un public à qui montrer
leurs ■■■■ public qu'ils n'ont
■■■ trouvé chez eux, à Nice ■■■
■■■ Bordeaux. Ces marginaux ■■■
ne ■■■■ Festival ■■■■
ou vivants ■■■■ Nancy. Ils ne sont
partout, en considération ■■■■ La
Roche lle, ni à Grenoble, ni ail-
■■■ l'organisation ■■■■
danse, ne leur accorde aucune
place.

Le succès a dépassé toutes les attentes. Grâce à la compagnie de Dominique Fagnon, les vœux ont été réalisés : les démonstrations ont été faites devant un millier de personnes, l'intérêt des habitants a été éveillé et les professeurs de danse de la ville ont pu être contactés sans aucun contretemps. Ils ont consenti le soir de leur inséparation à envisager une participation à la maison de la culture. Ils ont accepté de donner des ateliers de danse à la maison de la culture. Ils ont accepté de participer à la manifestation. Ils ont accepté de participer à la manifestation. Ils ont accepté de participer à la manifestation.

[illegible]

« Quelques-uns d'entre eux ont
la tout bonnement manqué
de publicité (ce n'était pas
les meilleurs) ; d'autres, pêtis
bonnes intentions, n'étaient pas
pour autant doués pour la chro-
nographie ; mais l'ensemble ont fait
preuve d'imagination ; et les ma-
teurs de l'idée se lancer
dans la composition.

Il n'y a pas encore si longtemps, diriger ses cours de danse, c'était avant tout inciter à des jeunes filles l'art de se tenir droites et d'être gracieuses. Aujourd'hui, les écoles se sont multipliées, mais beaucoup d'entre elles attendent une chose : la possibilité de s'exprimer par la danse. Pour les professeurs, c'est désarçonné, car ils n'ont pas besoin de l'enseignement ne suit pas. Les rencontres de Chalon s'efforcent de la « danse » romantique et les pointes restent grandes faveurs pour les parents. La « vraie danse », la danse moderne, elle, se fait de plus en plus souvent à la pratique d'un jazz stéréotypé.

N'empêche que cette soirée avait drainé toute une foule à grand thème de la Maison de la culture : un régalé, un régalé... mais après minuit, lorsque le père et la mère, emmenés leur passionnés de spectateurs est resté là, inamovible, pour applaudir le travail des groupes invités : le Plateau bascule, de Lyon, bien entraîné, d'une belle qualité technique, et, surtout, la Haja de M. Bagnolet, un moment très étrange, très inventive, Marjorie Foyon, une évocation de l'univers psychologique se révéla d'une grande force suggestive. Quant aux transitions, assurées par le groupe parisien Moench, elles furent d'abord contestées pour leur abstraction : « Qu'est-ce cela signifie ? », On ne peut pas dire que cela signifie... Encore des désolés et des temps pas à peu, des images et des temps par la précision de la maîtrise de ses gestes.

A deux heures du matin, le projet d'avenant s'acquiesce. A Chalou, on est prêt à aller plus loin. Et si la suite de cette aventure, exemplaire dans son genre, d'autres villes arrivent à convaincre qu'il s'agit comme le sport et la jeunesse, une autre ville qui même n'est pas encouragée, ces villes feraient beaucoup pour son épanouissement et pour ses initiatives ponctuelles et dispersées émanant toutes de Paris.

MARCELLE MICHEL



Les petits rats sur les planches

DEVANT un public, conquis d'avance, de parents et d'amis, les élèves de l'école de danse de l'Opéra sont présents, les 23 et 24 mai, salle Favart, un spectacle chorégraphique qui affrontait pour la première fois les feux de la rampe. Cinquante-trois filles et quarante-huit garçons de huit ans à dix-sept ans participaient à la fête, et c'était une courtoisie pour eux de reconnaître, dans la maquette et dans costumes de scène, une scène dans laquelle ils avaient suivi les cours en début d'année scolaire dans le dépouillement des studios où les comblait du rôle du Garnier (1).

La première partie du programme comprenait les « Jeux d'enfants » de Bizet — un extrait de la « Symphonie des danses » de Chopin, deux ballets signés Albert Aveline et Léo Stabry, entremêlés de danses anciennes et de danses russes, tandis que, d'un air, la « Symphonie des danses » d'Elvira — le « Chantant ballet » d'Alfred Willems sur la musique de Scarlatti, que nous avons longtemps inscrit au répertoire de l'Opéra, servait de banc d'essai d'interprétation aux élèves de la première division, laquelle constitue la « classe d'engagement » dans le ballet.

Tout de suite la question : fallait-il, à deux semaines de leurs examens de sortie, mettre en vedette le « Ballet russe », quitte à leur monter à tête, préjugé de leur rang, voire leur engagement, en leur poussant ardemment sur le devant

■ La scène ? Notre réponse
■ qui, ■ discussion.

Individuellement avaient été
disturbés — rôles de
solitaires qu'interprétaient au
tréfois les Darsonval, Vaustrat
Dylnak, Moraca, Dayé
Serge — — filles
— qui s'imposaient de
— regards — tous —
mier trimestre. Qu'on n'alli-
dne pas parler — favoritisme
Collectivement, l'épreuve tra-
poit — caractères — formant
le carré pour la première fois
— au — noir — du public
Ainsi le courage, la présence
scénique en même temps que
l'esprit de corps et cette émi-
nation — pitié, que connaît
tront, au milieu — transpor-
— bonheur et des larmes, le
futurs solitaires, pouvaient
donner libre cours.

Rien ■■■ mieux apparaît
où en était l'école de ■■■
l'Opéra, institution séculaire
qui la confrontation du Bn
régie sur le « Concerto en ré
de Bach, par Claude Bessy,
directrice. ■■■■ pré-
senta sa « reprise », mit
avant ses champions, ■■■
était survécu par Corine
Obadia, l'étoile de demain.
L'impression d'ensemble ■■■
en ■■■ formule : discipline
mais pas d'unité de style. C
le style naît sur les pi
D'où l'opportunité de cette
exposition.

OLIVIER MERLIN.
- (1) Voir le 10 mai 1968 à Paris.
- (2) Deux semaines avec le
rôle de l'Opéra ».

VIVALDI DANS LES CHATEAUX

■ ■ ■ ■ ■ exceptionnels
I I I exécutants

Vendredi 17 juin à 8 h. : ■■■■■ au château de Grobois
Boissy-Saint-Leger. R.N. 19.

Samedi 18 juin à 21 h. : Cour ovale du château ■ Fontainebleau

— Sinfonia-concerto pour 2 ■■■■■ — CREDO.

— Concerto pour 2 violoncelles — GLORIA.

Solistes : Jocelyne Charminin - Jeanine Collard.

CHORALE FRANCIS-POULENC
Direction : ■■■■■ CHAUVEY

CHEUR ET ORCHESTRE DU MARAIS
Direction : Pierre MERLE-PORTALES

Prix des ■■■■■ : 40 F., 30 F., 20 F., Etudiants : 15 F.

مكتبة ابن الجوزي

ARTISTE/ARTISAN ? AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Le plus ou le moins d'art

UNE session : Artistes ? Artisans ? Quel est l'un, qui est l'autre ? Autant les choses étaient plus claires. L'artiste est le maître et l'un y avait le compagnon. A l'un on reconnaissait du génie, à l'autre du savoir-faire. On parlait ici d'arts libéraux, adonnés à la recherche du beau ; là, d'arts mécaniques, limités à la réalisation. L'esprit qui rêve d'un côté, la main laborieuse de l'autre. L'exposition « Artistes et Artisans » du Musée d'Art Moderne, organisée par son conservateur en chef François Mathieu, est une interrogation qui bouscule les usages dans les musées. On y voit une centaine d'œuvres présentées anonymement, sans nom d'auteur, sans date, un peu pour égarer le visiteur invité pour une fois à voir des œuvres pour ce qu'elles sont. A l'air d'être sans la moindre connotation culturelle, bref une cure de décontamination salutaire pour le Musée d'art contemporain.

qu'une avant-garde intellectualisante avait
réfusée.

Qu'est-ce qui fait aujourd'hui que telle ou telle production artistique passe pour une « œuvre d'art » ? Le plus souvent, le simple fait qu'elle ait été réalisée pour être exposée au musée, lequel s'est considérablement ouvert et libéralisé ces dernières décennies. Si bien que des productions artistiques non faites dans le système du musée, mais qui ont cependant une haute teneur artistique, restent injustement en marge.

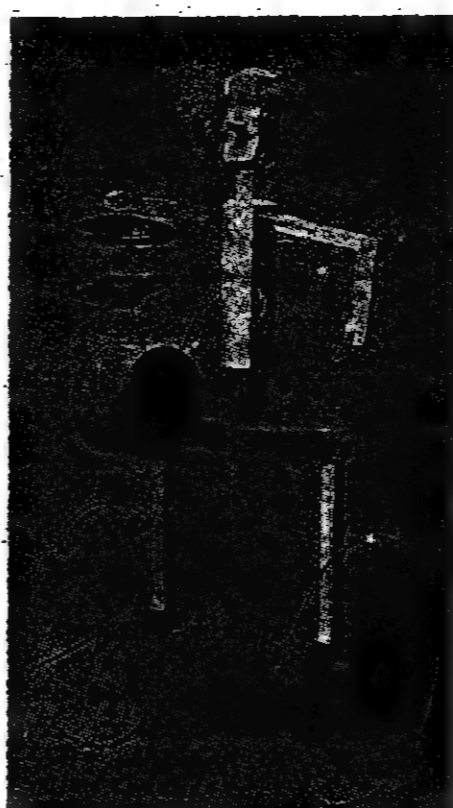
L'exposition s'interroge donc sur cette fatalité qui veut que le travail de l'artiste aille au musée — qu'il soit plus ou moins porteur d'art — et que celui de l'artisan soit ignoré, sinon méprisé. Elle affirme, prouve à l'appui, que la création est partout, qu'en lieu poétique lie parfois les arts et les lettres, et qu'on se ramasse au musée des droits au vrai pour dire aux « arts mécaniques » des artisans de profession, souvent artistes innocents, artistes malgré soi.

Les artisans au musée! Un musée pour l'artisanat? Il revenait au Musée des arts décoratifs de poser la question. Aujourd'hui est tentée sans objet par l'industrialisation de masse, il n'est à exploiter qu'un aspect artistique, le reste est inutile. Les objets sont livrés par la production artisanale comme cette mouvance de l'art mineur, qui tend à se fermer la barrière pour rejoindre l'art majeur. Les artisans, qui étaient des créateurs imaginatifs et sacrés ont l'air et l'artisanat n'est plus que le bon de masse, une promotion à toujours suivi les essors économiques — les pays plus riches — et produisent — l'art. Aujourd'hui, les artisans veulent faire un bond: passer d'un coup à la phase, quaternaire, à la phase quaternaire. Ils veulent être reconnus comme les artisans de l'exportation. Ils veulent le plus grand des objets, chasser les autres.

parfois difficile de décerner, est le **plus** et le moins d'art : dans ces œuvres populaires, fortuites, dans ces productions artisanales ambiguës, voire dans ces « créations » naturelles **qui** sont les **œuvres** de Michel Cachoux, ou bien dans ces peintures et sculptures pour moiées ?

Il faut accepter les règles du jeu : on montre le meilleur des « artisans », de profession ou d'occasion, et le moins bon des artistes. Les seconds sont là pour faire valoir les premiers. C'est la règle du jeu. C'est pour toujours convaincante. L'exposition est une démonstration. Elle s'inscrit dans la ligne de réflexion du conservateur en chef du Musée des arts décoratifs, qui avait, il y a une quinzaine d'années, avec l'exposition « L'Objet », demandé à des artistes de se faire artisans et de créer des objets utiles, des objets d'artistes. Plus récemment, avec l'exposition « Remarque », il avait demandé de démontrer un bien fragile qui lie les œuvres des grands maîtres aux mortels : de bravoure des grands peintres.

L'équivoque, ici, est que le plus souvent il s'agit moins de cet «artisanat d'art», qui est une sous-production artistique, pas toujours développée, que d'ouvrages popu-



laire où [REDACTED] n'est pas vraiment inten-

Les artisans sont les parents pauvres du Part. L'exposition de Fougères laisse sous silence la situation de ce large secteur des vingt mille artisans français sur lesquels le président de la République a demandé de préparer un plan et une commission afin de relever les conditions et de mieux promouvoir leurs travaux.

La quête d'une caution

Contrairement à certains musées étrangers, le Musée des arts décoratifs n'a pas de collection d'artisans. Dans les années 20-30, de nombreux objets avaient été acquis par l'Etat. Depuis, pratiquement rien. « L'jour où la production artisanale disparaîtra entrera au musée, dit François Mathay, on la regardera avec d'avantage de respect. Elle aura, plus qu'un objet de chano, d'avoir un marché, un marché d'amateur... La différence est donc également économique. Comme il le fait pour les œuvres d'art, le musée n'aime d'apporter ses œuvres que si elles ont un marché. C'est pourquoi, par exemple, les objets de la collection de la Manufacture de la Porcelaine ou Goussier ne présentent pas l'esprit des artisans. Des objets qui, dans l'esprit du guide la main, fusent modestie, remarque François Mathay : « Ils aiment que ce soit eux qui le disent et non les autres... »

JACQUES MICHEL

(*) Exposition au Musée des arts décoratifs. Introduction par Duby. Jusqu'au 22 août.

-CHRISTIE'S A NEW-YORK

Impressions de lumière et d'ombre

Elle revient à New-York une fois d'expositions et de ventes publiques dans un salon de l'ancien hôtel Gallinico, la célèbre maison anglaise Christie a voulu montrer qu'elle n'est pas en rivalité avec la puissante rivale, Sotheby, depuis longtemps implantée aux États-Unis. Or, il se trouve qu'elle

Mais d'œil averti après une visite d'ensemble impressionnante et minutieuse dans l'atelier (le 17 mai), M. LAMBERT se sent bien retrouvé, à quelques pas de là, sous Christie, le 18 et 17 mai, pour la dispersion d'un exceptionnel ensemble de peintures de cette époque.

Les premiers rassemblement (le chiffre d'affaires global avoisine les 10 millions de dollars) a permis de faire le point sur les besoins et les intentions d'un marché naguère florissant, aujourd'hui peu visible, même déprimé. Beaucoup de peintures n'atteignent plus les très hauts prix obtenus par leurs propriétaires, mais les exigences sur la propriété passent. C'est ce que plusieurs artistes de l'école nouvelle ont compris.

une magnifique pièce pour les Joueurs de cartes (50 x 48 centimètres), n'ont pas pu l'acquiescer, personne n'étant disposé à payer les 800 000 dollars de l'estimation. Au cours d'une soirée de la peinture moderne, Picasso connaît aujourd'hui des prix très élevés. Tandis qu'une Femme accroupie (1930) x 48 cm de la période cubiste fut adjugée 280 000 dollars par Sotheby, et

qu'un exceptionnel Busto de
1901, mesuré à la base de Tou-
ssaint-Denis et de Van Dongen,
atteignait 330 000 dollars chez
Christie, d'autres œuvres, plus
tardives, n'ont pas été vendues.

Mais c'est avec l'école impressionniste, véritable « morceau de résistance » de la bonne bourgeoisie, que les réactions les plus surprenantes ont été enregistrées. Le grand précurseur Matisse a été dédaigné, et certaines peintures de Braque au Slaley ne sont même difficiles à vendre.

Monsi et Rouen paraissent résister, de façon étonnante : du premier, nous obten-
ont un prix : 310 000 dol-
une jeune
jardin fleuri (peint en 1886,
73 %.

pour La Seine à Versailles
(85 x 81,7); une autre vue du
même musée (85 x 61) vendue
120 000 dollars chez Christie's.
Quant à Renoir, une *Jeune fille*
longue (85 x 155,3)
est adjugée, chez Christie's,
600 000 dollars à un homme
d'affaires de Philadelphie. Les
œuvres beaucoup plus modestes
de cette époque sont aussi

prix d'achat : 121 000 dollars par un lot de 100
 dollars (1,5 x 100) dollars
 pour une Nature morte aux
 pêches, en 1895 par M. J. J.
 Sotheby, pour un Compotier de
 la table (1,5 x 45,7). Mais, à
 la vente, ces deux œuvres
 peints ne furent pas
 trouvés dans la facture assez
 pour être payés par le
 (une centaine de dollars à
 dollars !)

Il en connaît bien plus d'un pour les plus grands maîtres, des érudits dépassant les limites du savoir en puissance, mais avec prudence. Mais, finalement, les deux hommes se rejoignent sur le standard pastel de Degas, les Courbet, puis H.T. (67), et Christie, ne pouvant pas surprendre, pas plus que les 800 000 dollars qu'un marchand new-yorkais accepta de payer pour la plus belle œuvre jamais faite. Christie (et tous les marchands de ces ventes), le fin de la journée (72 %) transfère « par le moyen de la signature et l'impression » d'un « d'ombre »

s'intéresser à un retrait, ou
qu'ailleurs, les peintres injus-
tifiés, connus. Ainal, chez Sotheby,
superbe Maillol, l'été
(heureux : 182,5) fut
De même, l'ex-
cellente qualité courses de
V... qui présentes
permet plusieurs reprises d'éga-
lons ou dépasser

Chez Christie, une peinture, la *Chapelle* (1902) x 27 1/2, autre 18 1/2 dollars, un Déjeuner du matin (47 x 51), d'après Géricault, 82 500 dollars. L'art surprise aussi on ne s'attendait pas à elles vont atteindre 100 aux enchères d'une vente, ou si elles sont les premières d'un des artistes de 1901.

JEAN-MARIE GUILLAUME

1 studio théâtre montreuil

le 31 mai au 13 juin

18 h 30

zamfir

le plus grand virtuose
de la flûte de pan*
et son ensemble
roumain

20 h 30

du 7 au 25 juin

**london
contemporain
dance theatre**

2 rue du Châtelet
tel. 887.35.39

THEATRE
MOGADOR
Du 1^{er} au 24 juin 1977
(samedi les 2, 9, 16 et 17 juin)
BALLET ALINE ROUX
RYTHME et STRUCTURE
Création d'Alain ALEXANDRE
André GREGOIRE, Garçon
SILVA et Aline ROUX

THEATRE DES
BOUFFES DU NORD
*On ne badine pas
avec l'amour*
ISABELLE HUPPERT
IDIER HAUDEPIN
mise
CAROLINE HUPPERT

Le Sain STUOIO présente

des capitaines, une prison, une mortelle...
contre-dans dans le présent, le futur, le passé
des deux corps qui se donnent l'un à l'autre
dans une descente en enfer, dans une
souterraine exploration intérieure des corps, le
verbe s'élève jusqu'à une communion
originelle, une fois tombés dans deux
saisons l'histoire finit dans l'histoire des deux
plans dans la déception. Ces chapitres
de la vie et de la mort.

J. L. BARRY, LE NOUVEAU CINEMA

LE REGARD

un film de
MARCEL MARTEL

5-6-1966 photographié avec une
"caméra" qui tourne, se
déplace, s'élève, se baisse,
s'écarter, s'agrandit, se rapproche,
s'élève, se baisse, s'écarter, se
rapprocher... Le film, une
œuvre de l'art, une œuvre de l'art
Jean de Sautouille, LE MONDE

LES EDITIONS SAINT-LOUIS et la GALERIE ART MURAL
présentent
"L'ART ET L'ÉCONOMIE" de
GAINSBURG - BONNEFOIT
le MERCREDI 1^{er} JUIN à partir de 18 h.
en présence de Serge Gainsbourg et de Anna Bonnefoit
7, rue des Minimes (13^e) - 01.43.11.11 - Du 1^{er} au 25 juin

[illegible]

MARBEUF 34, rue Marbeuf
DANTON 98, bd Saint-Germain
YVENDOME 10, rue l'Opéra

ELEANOR POWELL
born to dance
(L'AMIRAL MENE LA DANSE)

U.G.C. MARRAZIT - U.G.C. OPERA - U.G.C. ODEON - BIENVEN
 MONTAIGNE - 14 JUILLET BASTILLE - OMNIA Grands Ven
 vards - 3 MURAT - P.L.M. SAINT-JACQUES - CYRANO Vercor
 ENGHEN - STUDIO Reel - VAL - Gil-sur-Yvette

Toute la noblesse, la pudeur des films de
 Jean Renoir... Jean Barjoncelli (LE MONDE)

Des scènes hautes en couleur, pleines de
 vérité et de tendresse...
 Michel Mohrt (LE FIGARO)

Un film qui a mille raisons d'être aimé...
 José Besco (PARISOP)

"La Communion Solennelle" mérite la consé-
 cration !"
 Jean-Paul Grousset (LE CANARD ENCHAÎNÉ)

"René Féréat a réussi là un petit chef-d'œuvre
 à la française."
 R. B. (LE POINT)

LA COMMUNION SOLENNELLE

UN FILM DE RENÉ FERET

**cosmologie
jaina**

art indien XV^e - XVI^e siècles
12 mai - 12 juillet

MUSÉE BOURDELLE
18, rue Antoine-Bourdelle
(M^o Montparnasse)
GARGALLO
CSAKY
LAMBERT-RUCKI

3 mai - 12 juillet

LE PARVIS DES

4, place

CÉELLE

jeudi, samedi, et dimanche

SOCQUET

Galerie Principe

18, rue St la Ferronnerie
Paris (1^{er})
du 1^{er} au 27 juin

LA MANDRAGORE
Galerie d'Art et d'Essai
18, rue Mayol (1^{er}) - 206-20-21
MICHEL FENARD
Du 26 mai au 8 juin

galerie image
3 quai - 75005 Paris

REVEILLAUD
du 17 mai au 4 juin 1977

Handels Century Fox presents

Un film de Robert Altman

3 Femmes

Cissy Spacek Shelley Long James Frawley



*Selection Production Nation en chef
Robert Altman*

*Presented by
Century Fox Film
Distributors Fox Film Corp.*

CONCORDE PATHÉ - GAUMONT MADEIRA - ST-GERMAIN-VILLAGE
MONT-PARNASSE 83 - GAUMONT SUD - LES NATION - CLICHY
PATHÉ - OLYMPIC ENTREPOT - TRICYCLE - BELLE ÉPINE
PATHÉ Thiais - CYRANO Versailles - ARTEL Rosny

ISABELLE HUPPERT

La Dentellière

un film de
CLAUDE GORETTA

YVES BÉNETON • FLORENCE GIORGETTI



Le roman était beau.
Le film est sublime.
Un chef-d'œuvre tout
simplement.
Henry RABINE
LA CROIX

*Profitez de la Guerre...
ou la Paix sera terrible.*

Portrait de Groupe avec Dame

RUTH DENNINGS ALEXANDAR PEJOVIC

PORTAIT DE GROUPE AVEC DAME

SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE CANNES

HEINRICH BOLL

[illegible][illegible][illegible][illegible]

QUINZAINE DES REALISATEURS
(v.o.) Olympic-Entrepôt, 14^e (54-67-42), voir également au T.T. (semaine de la critique) ! mardi

[illegible]

LAUTRE (A. V.) : Saint-Amand
11 (700-15) (voir mardi).
L'EMPIRE DES SENS (D.) :
11 : Saint-André, 36 h.
12 : Saint-André, 36 h.
DES JOURNÉES ENTIÈRES
LES ARRIÈRES (P.) : La Seine
11 : Saint-André, 36 h.
MARLOUX ET MAUDR (A.)
10 : La Seine, 36 h.
11 : La Seine, 36 h.
HOUDOU DU NORED (P.) Studio
5 : (053-62-22) & 12 h. (M 2) 4
INDIA SONGS (P.) : La Seine,
11 : La Seine, 36 h.
J. T. U. L. SILE (P.) : La Seine
& 12 h. 15 (voir 12 h.)
JEROME (J.) : La Seine, 36 h.
JOURNÉE (P.) : (237-90-00), & 12
34 h.
PRATIQUE OF THE PARADISE
11 : Saint-André, 36 h. &
12 : St 36 h.
LA PRIVE (P.) : La Seine, 36 h.
LA PRIVE (P.) : La Seine, 36 h.
LE JUGE ET L'ARRÊTANT (P.) :
11 : La Seine, 36 h.
QUAND FAURET VINGT ANS
SERAI JEUREUX (P.) : La Seine
11 : La Seine, 36 h.
LA SALKANAKENS (Suisses) :
André-des-Arts, 36 h. & 12 h.

LES FILMS MOULINS ET LA SCÈNE

GERALDINE CHAPLIN
FERNANDO REY

ELISA VIDA MIA

UN FILM DE
ETIENNE LAURENT
CARLOS SAURA

UN FILM DE LA COLOMBIENNE

"Elisa Vida Mia" et ce n'est pas un mince détail, fait oublier "Cria Cuervos", Carlos Saura en y dédiant, à l'indispensable lui-même.

ROBERT BOUMLEP PONT

PRIX D'INTERPRÉTATION MASCULINE FESTIVAL CANNES 77

PARAMOUNT ELYSÉES vo - PUBLICIS SAINT-GERMAIN vo - STUDIO ALPHA vo - PARAMOUNT MARIVAUX v
PARAMOUNT GALAXIE vf - PARAMOUNT MONTPARNASSE vf - PARAMOUNT MAILLOT vf
FRANCAIS Enghien vf - ARTEL Villeneuve vf - CYRANO Versailles vf - ARTEL NOGENT vf - ULIS Orsay v



**EN ROUTE
POUR LA
GLOIRE**

“BOUND FOR GLORY”

**SÉLECTION
OFFICIELLE
FESTIVAL
DE CANNES**

ROBERT F. BLUMOFÉ présente
un film de HAL ASHBY

EN ROUTE POUR LA GLOIRE
avec DAVID CARRADINE

et avec RONNY COX, MELINDA DILLON, GAIL STRICKLAND et RANDY QUAD
Scénario de ROBERT GETCHELL d'après l'ethnobiographie de WOODY GUTHRIE
musique de WOODY GUTHRIE, adaptée par LEONARD ROSEMAN
produit par ROBERT F. BLUMOFÉ et HAROLD LEVENTHAL, réalisé par HAL ASHBY
sociétés de production de Rankin/Purdy-Geiss, distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

© 1974 Rankin/Purdy-Geiss
© 1974 Les Artistes Associés

ROBERT F. BLUMOFÉ présente
un film de HAL ASHEY
EN ROUTE POUR LA GLOIRE
avec DAVID CARRADINE

et avec RONNY COX, MELINDA DILLON, GAIL STRICKLAND et RANDY QUAID
Scénario de ROBERT GETCHELL d'après l'autobiographie de WOODY GUTHRIE
musique de WOODY GUTHRIE, adaptée par LEONARD ROSEMAN
produit par ROBERT F. BLUMOF et HAROLD LEVENTHAL, réalisé par HAL ASHEY
coproduit par la production de Warner-Pershing-Quaid, distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS
© 1984 Warner-Pershing-Quaid Productions, Inc. Tous droits réservés.

**SALLES CLASSEES
CINEMAS d'ART
et d'ESSAI**

ST. HELENA

LE CHAQUE ET LA...
DE...
DE...
DE...

ST. CHARLES
A 50 W. 100 N. 100 E. 100 S. 100 W.
FARMINGTON 451

HOTEL DU NORD

ST. AUGUSTINE, FLA.

IN ALABAMA
JAN 21 1971
SPRINGFIELD
ALABAMA

2-1-1972

100-443887-100

N

1

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 15
"Placards encadrés" 11 col. et +	40,00	45,76
11 ligne colonne	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,06

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 15
"Placards encadrés"	34,00	39,26
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Une société réalisant des usines et installations clés en main dans le monde entier recherche pour une très importante opération au

MOYEN-ORIENT
(Construction d'un complexe industriel)

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Assisté d'une équipe européenne il devra assurer l'organisation administrative d'un chantier de plusieurs milliards de francs et gérer l'ensemble des moyens logistiques nécessaires à la construction (gestion du personnel, comptabilité, secrétariat, assurances et juridique, approvisionnement local, etc.).

Ce poste sera confié à un gestionnaire très confirmé de 40 ans minimum justifiant d'une solide expérience de direction administrative complète de grands chantiers.

ANGLAIS IMPERATIF.

Séjour de 3 ans avec l'assurance d'un logement et d'un salaire propres aux expatriés (logement avec jardin, école, etc.).

Merci d'adresser votre candidature sous référence 322 à notre Conseil



Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Route de Champagne, 50 ECULLY.

SOCIÉTÉ INGENIEURS-CONSEILS

INGÉNIEURS

préférence Grandes Ecoles
pour ASSAINISSEMENT URBAIN à l'étranger

Postes à pourvoir :

- 1) DIRECTEUR DES ÉTUDES**
— 15 ans expérience études urbaines ;
— capacité diriger équipe importante (ou expertise en matière de techniques urbaines) ;
- 2) ADJ. DIRECT. DES ÉTUDES**
— 10 ans expérience études urbanisme ;
- 3) INGÉNIEUR PRINCIPAL**
— 5 à 10 ans expérience études urbanisme ;
— capacité diriger section de techniciens ;

Pour les 3 postes :
— anglais indispensable ;
— séjour de 2 ans sur place ;
— grande expérience, les études étant menées sur terrain.

Adresser C.V. détaillé et prétentions en indiquant poste souhaité à n° 1429.



40 rue de Châteauneuf 75016 Paris

approvisionnement

africain anglophone

Société Internationale de Travaux Publics, nous recherchons pour notre filiale du Nigeria trois spécialistes achats. Nous leur confierons la responsabilité de l'approvisionnement de nos chantiers de travaux routiers dispersés dans l'ensemble du pays.

Ils auront également à superviser les actions destinées à faciliter la vie quotidienne du personnel expatrié (acheminement, entretien des logements, parc automobile, chauffeurs, etc.). Les achats sont effectués pour partie localement et pour partie, hors du Nigeria, dans le cas d'une bonne pratique des transitaires, des opérations douaniers, etc.

Une équipe d'acheteurs nigériens est en place, il conviendra de l'animer, la développer, la contrôler.

Ces postes sont à pourvoir rapidement à Lagos et à Kano. Les consultants de SIRCA traiteront votre candidature confidentiellement et vous donneront toutes les informations nécessaires sur notre société, les postes et les conditions de travail. Leur adresse est 77104 M en France. Leur expérience de la technique achat et votre degré de pratique de l'anglais.



33, rue Galvée 75116 Paris

directeurs de filiales bâtiment second œuvre

MOYEN ORIENT

Notre groupe (3500 personnes, C.A. 1,8 milliard de francs) a orienté depuis quelques années son activité second-œuvre (climatisation, plomberie, électricité) vers l'étranger et notamment vers les pays du Moyen-Orient.

Notre réussite dans ces pays a amené à rechercher des DIRECTEURS DE FILIALES.

Nous voulons confier à chacun de ces hommes la responsabilité complète de toutes les affaires que nous traitons dans un pays déterminé :
— recherche et négociations commerciales ;
— gestion administrative et financière ;
— supervision de toute l'activité technique ;
— ce qui implique, bien sûr, des contacts à tous les niveaux.

Pour réussir dans ces postes, outre une formation d'ingénieur et une maîtrise parfaite de l'anglais, il faut non seulement posséder une solide expérience du chantier bâtiment mais aussi avoir fait ses preuves dans la gestion et la maîtrise de contrats importants au Moyen-Orient.

Certains de ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 2048-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous chargerons de l'examen des candidatures.



EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 92420

ENTREPRISE
RAZEL FRÈRES
AFRIQUE, MOYEN-ORIENT

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF

capable d'animer et de diriger les services administratifs et comptables.
Ce poste conviendrait à un cadre de formation DEC ou équivalente et disposant d'une bonne expérience dans la gestion des TRAVAUX PUBLICS. La rémunération est intéressante et assortie de nombreux avantages et garanties.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
Entreprise RAZEL FRÈRES,
Christie-Dickson, B.P. 107
91480 ORSAV Cedex.

Important Groupe
recherche pour
PROCHE-ORIENT

DÉPANNEURS T.V. COULEURS

3 ans d'expérience minimum, mise au point et maintenance, connaissance de l'anglais.

Indiquons :
Résidence à prévoir :
1. à NYAD (Arabie Saoudite)
2. à Doha (Qatar)

Envoyer C.V., photo et prêt, sous réf. 172 à :
Organisations et Publicité, 2 rue Marigny, 75001 Paris, 5. 12.

Pour une mission de Consultant d'environ 1 mois dans un pays étranger anglophone, un bureau d'INGÉNIEURS CONSEILS recherche trois spécialistes.

UN PÉDOLOGUE
ayant acquis quelques années d'expérience professionnelle et possédant bien la langue anglaise. Les candidats intéressés sont invités à envoyer sous réf. 172 à notre premier contact en écrivant sous référence 172 à :
L.T.P., 20, rue de Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Importante Société

Constructions Métalliques

recherche

Un Responsable Commercial pour le Moyen-Orient

Résidence RIYAD (Arabie Saoudite)

Trois bonnes connaissances de la langue anglaise et si possible arabe.

Le poste comporte les aspects suivants :
— suivi et négociations des projets ;
— accords de groupement d'entreprises ;
— supervision des agents et sous-traitants ;
— bonnes connaissances biens d'équipement et grands travaux.

Adresser C.V. et photo à n° 1429, COFAP, Bât. 2, av. Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante Entreprise de Travaux Publics Routiers recherche pour

LE MOYEN-ORIENT

UN INGÉNIEUR MATÉRIEL

Il aura une expérience de plusieurs années dans le suivi technique et administratif d'un parc d'engins de T.P.

UN INGÉNIEUR TOPOGRAPHE

Celui-ci aura acquis une bonne expérience sur d'importantes opérations routières.

Envoyer (photo) C.V., rémunération sous référence 1489 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MONTAGE

Fortement implantée hors de France recherche pour le

NIGERIA

JEUNE INGÉNIEUR DE CHANTIER

(expérience 2 à 3 ans minimum exigée).

Sous l'autorité directe du directeur de projet et en liaison avec les services du siège, aura la responsabilité de la préparation, exécution et gestion d'importantes travaux de construction de réservoirs, en Nigeria.

FORMATION : Arts et Métiers, ENSA, etc.

Envoyer C.V., curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 2048 B à EUREQUIP, 2 rue Marigny, 75001 PARIS, qui transmettra.

TECHNISCHE UNIVERSITÄT BERLIN

Abteilung des öffentlichen Rechts

Im Fachbereich I - Kommunikations- und Gesellschaftswissenschaften - ist die Stelle eines OBERSTUDIEN RATES (Prof. Dr. h. c.) für Geschichte der Exakten Wissenschaften und der Technik zu besetzen.

Anforderungen : Erhaltung der Berufungsqualifikation (Matrikel) und der Lehrbefähigung, einschlägige Forschungs- und Lehrleistung, Vertrautheit mit einer naturwissenschaftlichen oder technischen Disziplin. Bewerbungsfrist : 4 Wochen nach Veröffentlichung. Schwerbehinderte werden bei gleicher Qualifikation bevorzugt. Eine schriftliche Bewertung richtet sich nach der Angabe der Bewerber mit dem eigenen Unterlagen an den PRÄSIDENTEN DER TECHNISCHE UNIVERSITÄT BERLIN - 10 115 - 1 Berlin 10, Datum 27. Juni 1977.

L'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales Genève, Suisse met au point le poste de

DIRECTEUR

L'I.U.H.E.I. est un centre d'enseignement de recherche consacré à l'étude scientifique des relations internationales contemporaines. Les études et travaux sont en français et en anglais.

Le Directeur est responsable de l'enseignement, de la recherche et de l'administration. Il est du corps enseignant, il participe à l'enseignement et à la recherche. Il doit pouvoir travailler en français et en anglais. Une bonne connaissance de l'allemand est souhaitable.

Les candidats sont priés d'adresser, jusqu'au 24 juin 1977, leur dossier comportant un curriculum vitae et la liste de leurs publications à : M. le Professeur O. Long c/o GATT, villa « Le Bocage », Palais des Nations, CH-1211 Genève 10.

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

réalisant un très important complexe industriel au

MOYEN-ORIENT

Ingénieur Grande École confirmé pour lui confier la

DIRECTION GÉNÉRALE SUR SITE

d'un chantier de plusieurs milliards de francs occupant 4.000 personnes.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur et technicien dans :
— la direction opérationnelle de la construction du complexe depuis le Génie Civil jusqu'à la mise en exploitation ;
— la responsabilité de la gestion administrative et budgétaire des chantiers ;
— les relations sur site avec le client ;
— la supervision des différents sous-traitants.

Le poste ne peut convenir qu'à un ingénieur très expérimenté (10 ans minimum) dans la conduite de grands chantiers industriels et dans la gestion générale sur site.

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Les appointements et avantages sont en rapport avec les responsabilités élevées attachées à ce poste.

Pour le premier des ingénieurs intéressés, adresser leur candidature sous référence 313 à notre Conseil.



Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Route de Champagne, 50 ECULLY.
Tél. (78) 33.14.30

responsable des études de l'immobilier

responsable des études de l'immobilier

responsable des études de l'immobilier

responsable des études de l'immobilier

responsable des études de l'immobilier

responsable des études de l'immobilier

responsable des études de l'immobilier

responsable des études de l'immobilier

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
1 ligne colonne	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,26
CARTEAU OU PROPOSITION COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	94,00	98,88
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Jeune femme avez-vous déjà pensé

- que vous ressemblez plus à la pression sociale qui s'exerce sur vous qu'à vous-même
- que les pesanteurs sociologiques vous entraînent davantage que vos tendances personnelles
- que vous croyez à votre autonomie ou à votre auto-conformisme dans vos conversations privées
- mais que vous vous conformez aux tabous et aux préjugés quand il s'agit pour vous de choisir une orientation professionnelle.

C'est faux ?

Alors PROUVEZ-LE en rejoignant nous qui REUSSISSONS A CUMULER :

- Puissance - Moyens - Formation - Plan de carrière - Salaire - Produits - Fortes rémunérations

aussi !

- Anti-conformisme - Autonomie - Responsabilité - Esprit d'équipe poussé jusqu'à l'instinct tribal - ENFIN LE RIRE sans que la vie n'est qu'un simulacre.

Pour faire quoi ? Comment ? Pour aller où ?

Vous voyez bien ! Voici que naît dans vos questions la possibilité des structures fonctionnelles.

Nous vous donnerons cependant les réponses avec une rigueur intellectuelle et un souci du détail qui font de nous une équipe de 21 ans au moins et une bonne formation générale.

Une lettre manuscrite à A.B. PUBLICITE, 141, MAISON 14, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir appeler la référence)

EXPANSION-EXPANSION

SI VOUS SAVEZ RIRE

du vrai rire, celui qui traduit la joie de vivre qui vous habite, même lorsque vous êtes confrontés aux plus difficiles situations familiales ou professionnelles.

SI VOUS ETES CAPABLE

de maîtriser la situation matérielle et morale à celle de vos résultats.

SI VOUS VOULEZ

intégrer dans une jeune équipe le commerce où tout est à imaginer, créer et ordonner.

VOTRE AVENIR NOUS CONCERNE car nous sommes prêts à nous consacrer beaucoup pour vous.

NOUS SOMMES PRÊTS A LE DEMONSTRER

une postulante, âgée de 30 ans minimum, ayant un goût prononcé pour les relations humaines, agréables d'un bon caractère général, qui nous adressera sa lettre de candidature.

Début du stage : 15 juin 77. Adressez la lettre à :

A.B. PUBLICITE, 141, MAISON 14, bd des Italiens - 75002 PARIS (Merci de bien vouloir appeler la référence)

EXPANSION-EXPANSION

Schlumberger

MESURE ET REGULATION EUROPE

Groupe Industriel comprenant 36 Etablissements en France

2 CHEFS DU PERSONNEL EXPERIMENTES

Pour 2 Etablissements : UN EN REGION PARISIENNE L'AUTRE DANS UNE VILLE IMPORTANTE DE PROVINCE. Regroupent chacun : Production, Etudes, Commercial et Administration et comportent environ 100 personnes.

Il s'agit de candidatures sur vos compétences et vos points forts plutôt que sur la définition des fonctions à exercer dans la firme de candidature que vous adresserez avec C.V. et photo à :

SCHLUMBERGER MESURE ET REGULATION EUROPE Direction du Personnel 12, Place des Etats-Unis 92120 MONTEUIL

etap

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS - LEADER DANS SA BRANCHE ET EN EXPANSION CONTINUE

recherche

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

capable de diriger une unité de 300 personnes environ, en assumant des responsabilités de commandement de relations extérieures.

Ce poste peut être occupé par un professionnel expérimenté, ayant une expérience professionnelle impliquant animation d'équipes importantes et relations extérieures.

Poste ville province.

Ecrire sous référence ND 431 CM.

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS - ACTIVITES INTERNATIONALES BIENS D'EQUIPEMENT - PARIS

recherche

RESPONSABLE D'AFFAIRES HAUT NIVEAU

H.E.C. - E.S.E.C. OU GRANDE ECOLE D'INGENIEURS

ayant :

- minimum 5 ans d'expérience réussie dans la vente de biens d'équipement en France ou à l'étranger (connaissance des industries chimiques, pétrolières ou métallurgiques) ;
- une qualité commerciale, le goût de la vente, une bonne maîtrise des problèmes de contrats et de financement ;
- la connaissance parfaite d'une ou plusieurs langues étrangères.

En collaboration avec une équipe de techniciens et de gestionnaires, il sera chargé de rechercher et de négocier des affaires commerciales.

Ecrire sous référence NZ 506 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS 400 MILLIONS DE FRANCS

RECHERCHE POUR SON SIEGE PARIS

recherche

CADRE RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE

Capable :

- d'analyser une équipe qui centralise les données comptables des différents départements et usines ;
- d'analyser le contrôle de gestion dans l'exploitation des résultats.

Ce poste peut convenir à un candidat, niveau D.E.C.A., ayant une solide expérience en comptabilité analytique et témoignant de qualités de gestionnaire.

SITUATION INTERESSANTE ET STABLE.

Ecrire sous référence ND 431 CM.

écrire sous référence la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS discrétion assurée

SOCIETE INDUSTRIELLE de moyenne importance filiale d'un groupe financier proche banlieue NOUD de PARIS

recherche

INSPECTEUR DES VENTES

responsable de l'exportation pour le Moyen-Orient, assistant du Directeur commercial

Une expérience de 5 ans minimum comme technico-commercial chez un fabricant de machines agricoles, transformateur ou constructeur de machines agricoles. Il s'agit d'un véritable travail d'ingénieur-conseil pour des applications sur mesure en clientèle.

Une formation école de commerce ou d'ingénieur est souhaitable. La connaissance courante de la langue anglaise est nécessaire.

Rémunération proposée : 80-100.000 F. Position cadre.

Adressez C.V. détaillé manuscrit sous réf. 1140, COFFRES Publi, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

LE DEPARTEMENT INTERNATIONAL de la banque de France recherche

SPECIALISTE CREDIT DOCUMENTAIRE

superviser l'exécution des opérations de crédits documentaires ; conseiller les agences et clients en province.

Expérience 3 à 5 ans même domaine. Décentralisation banlieue OUEST, Dn 78.

Envoyer C.V. photo et références, n° 1030, B.V.P. 40, rue de Chatelet 75001 Paris, qui tr.

GROUPE DE DIMENSION EUROPEENNE PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION - LEADER DANS SA BRANCHE - RECHERCHE

recherche

SECRETAIRE GENERAL RATTACHE AU DIRECTEUR GENERAL

Il devra le secondar dans des domaines variés et prendre en charge plus particulièrement :

- juridique et l'administratif ;
- le personnel ;
- l'organisation.

Ce poste peut être occupé par un candidat :

- H.E.C., E.S.E.C., S.C. PO ou équivalent ;
- disposant 5 ans environ d'expérience au sein d'une direction administrative ou secrétariat général.

POSTE EVOLUTIF ET INTERESSANT POUR JEUNE CADRE DESIREUX ASSUMER RESPONSABILITES ET NOMBREUSES RELATIONS SOCIALES.

RESIDENCE VILLE 140 KM PARIS.

Ecrire sous référence ND 431 CM.

IMPORTANT SOCIETE FRANCAISE CONSTRUCTIONS BIENS D'EQUIPEMENTS LOURDS ET INGENIERIE D'USINES COMPLETES - RATTACHE A PUISSANT GROUPE

recherche

INGENIEUR RESPONSABLE GRANDS CHANTIERS

Capable de diriger la réalisation d'ouvrages importants en France ou à l'étranger (grands ponts, pontons, etc.), liaison avec clients et sous-traitants.

POSTE TRES INTERESSANT POUR UN INGENIEUR GRANDE ECOLE DESIREUX ASSUMER DES RESPONSABILITES AUTONOMES A L'ECHOLON INTERNATIONAL ET AYANT :

- de solides connaissances en électromécanique ;
- au moins 5 ans d'expérience en montage d'usines, entretien ou travaux ;
- de solides qualités de dynamisme, d'initiative et de responsabilité ;
- la maîtrise d'une langue étrangère (anglais, allemand ou espagnol).

En collaboration avec une équipe de techniciens et de gestionnaires, il sera chargé de rechercher et de négocier des affaires commerciales.

Ecrire sous référence NZ 506 AM.

SOCIETE DE SERVICES SECTEUR TRANSPORTS D'IMPORTANCE NATIONALE (6.000 PERSONNES) RECHERCHE POUR PARIS

recherche

INGENIEUR DE PROJET

Formation E.C.P., E.C.L., A.M. ou équivalent, ayant 3 à 4 ans d'expérience dans la conception et la réalisation de projets de construction pour tenir un poste de concepteur et de réalisateur dans une équipe internationale d'un projet à long terme.

Nombreuses relations avec Paris et la province pour l'élaboration et la réalisation de projets de construction d'un projet à long terme.

Ecrire sous référence NZ 506 AM.

SOCIETE DE SERVICES SECTEUR TRANSPORTS D'IMPORTANCE NATIONALE (6.000 PERSONNES) RECHERCHE POUR PARIS

recherche

COMPTABLE CONFIRME(E)

Formation en comptabilité générale avec BP de préférence, plusieurs années d'expérience indispensables.

Lieu de travail : Paris 13ème.

Nombreux avantages sociaux - 13 mois 1/2 Mutuelle - Hébergement d'Entreprise.

Envoyer C.V. détaillé, photo (qui sera retournée) et références à : F.N.M.F. Services des Recrutements, 10, rue Desaix - 75700 PARIS Cedex 15.

ASSISTANT REVISEURS

Libre des obligations militaires. Agé de 25 ans minimum. Titulaire du D.E.S., B.P., ou équivalent.

Expérience pratique minimum : 1 à 2 ans souhaitables dans un poste de comptabilité ou finances.

Ses fonctions nécessiteront des déplacements d'environ 50 % de temps, d'une durée d'une ou trois semaines chacun, en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. à : C.G.P. B 21 - 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR TECHNICO-CIAL EXPORT

ELECTROTECHNIQUE PARIS

Société commerciale en expansion, nous avons décidé que l'exportation deviendrait rapidement une part très importante de notre développement. Et nous créons un club de PME françaises dont nous serons l'exportateur, dans la domotique des produits et composants électroniques et électrotechniques. Nous recherchons un homme de terrain dynamique pour prendre en main la première étape : vers les pays de l'Est.

C'est un ingénieur, ou niveau équivalent, spécialisé en électronique et possédant parfaitement l'anglais (une 2^e langue allemand ou russe, serait appréciée). Il a au minimum une expérience confirmée dans la vente de produits industriels. La rémunération de départ, fonction du niveau professionnel atteint, est de toute façon susceptible d'intéresser un candidat de valeur.

Ecrire s/réf. 171 à SWEETS R.P. 249, 75424 PARIS CEDEX 19 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

pour ELECTRONIQUE INTERNATIONALE

Esprit P.M.E. 400 personnes en PROGRESSION CONTINUE EXPORTATRICE

CHEF DE PRODUITS CONNECTEURS

Le poste comporte la responsabilité complète du développement d'une nouvelle gamme de produits, c'est-à-dire : étude, conception, lancement, montage, démarrage des productions.

Il s'agit d'un poste à responsabilité, occupé par un ingénieur expérimenté.

IL FAUT :

- être Technicien Supérieur (Indispensable) ou Ingénieur Mécatronique ;
- connaître la petite découpe grande série, y compris la conception des outillages sur presse moderne (expérience exigée) ;
- avoir le goût de créer ;
- être imaginatif et méthodique ;
- avoir de l'ambition.

Le poste peut évoluer ultérieurement sur la Direction Technique du Département ainsi développé. Nous assurons la formation.

Env. C.V. et prêt, sous numéro 18.000, à Constance Fabrice, 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

RECHERCHE D'UN EMPLOI

Dans votre recherche d'emploi immédiate et concurrentielle, nous vous proposons des moyens appropriés à votre stratégie :

- Organismes publics d'information, d'orientation et de placement ;
- Mécanismes d'anciens élèves et de placement des écoles ;
- Services de placement des associations professionnelles ;
- Services de placement des chambres syndicales ;
- Associations spontanées ;
- Associations d'anciens élèves et services de placement des écoles ;
- Associations d'anciens élèves et services de placement des écoles ;
- Associations d'anciens élèves et services de placement des écoles ;

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

Les associations professionnelles ont souvent des services d'entraide qui recueillent les offres de la profession et les publient à l'intention de leurs membres chercheurs d'emploi.

Services de placement des associations professionnelles.

offres d'emploi

UN NOUVEAU DEPARTEMENT
CHEZ RANK XEROX

LA TELECOPIE
LE TRAITEMENT DE TEXTE
DEUX PRODUITS
LE TELECOPIEUR 400
LA FAMEUSE MARGUERITE

Vous avez un an d'expérience dans
la vente (diplôme ou non).

Env. votre C.V. s/éc. T 95 à : Inform
Carrières 185, rue de Bercy 75012 M
qui traitera les candidatures.

RANK XEROX

TELEDIFFUSION DE FRANCE

Pour ses services parisiens et régionaux
des Cadres Techniques

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

Le service de la Télédiffusion de France
recrute des techniciens expérimentés
pour ses services parisiens et régionaux.

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.
42,00 48,00
9,00 10,00
70,00 75,00

secrétaires

Société de Production, R&D un Groupe International, spé-
cialisée dans la conception et la réalisation de programmes
multimédias de formation et d'information, recherche,
assistante de production

pour assurer la secrétariat du service commercial et de la
direction de production. Cette personne devra posséder des
qualités professionnelles de la photo, du cinéma et de la vidéo,
la candidate devra avoir une expérience confirmée de la
sténodactylo.

Adressez lettres manuscrites et c.v. s/éc. 8745 à Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

8745 Adm Publi-
91, Pantouf Saint-Henri 75008 Paris, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

automobiles

vente divers

5 à 7 C.V.

8 à 11 C.V.

12 à 16 C.V.

+ de 16 C.V.

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

504

demandes d'emploi

J.P. Monclaire anglais - Centre
français supérieur de l'enseignement,
canada, allem, notions russe,
cherche emploi secteur
TOURISME ou CULTURE

REL. PUBL.
Sc. des. BILLAGER, 7, bd
de la Chapelle, 75010 PARIS.

SECRÉTAIRE
34 ans, excellentes connaissances
et correspondance, active,
bonne présentation, cordiale,
sans responsabilité, recherche
situation STABLE et évolutive.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

CADRE COMPTAB. JUDIC.
42 ans, 25 ans d'expérience
professionnelle, maîtrise de
français, anglais, allemand,
Ch. place stable, libre, rend.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

JEUNE DIPLOMÉE E.C.
et Comptable University
Métier ANGLAIS - FRANÇAIS

CADRE DEBUTANT
titulaire de Baccalauréat,
2 ans d'expérience, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

SECRÉTAIRE
français, anglais, allemand, japonais,
titulaire de Baccalauréat, 15 ans d'âge.
Ecr. n° 1 694 420 M. R. de Presse
25 bis, rue de la Harpe, Paris-5.

LES MOIS	la ligne	la ligne 12
Double insertion	28,00	32,00
"Placards encadrés"	34,00	38,89
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,00

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

47 ans ; formation supérieure en
Business School

gestionnaire dynamique de très haut
niveau, il maîtrise parfaitement l'en-
semble des problèmes économiques
financiers, les techniques, l'organi-
sation, les méthodes modernes de ma-
nagement, le marketing, il place
néanmoins les relations humaines
en tête de ses préoccupations

habitué aux négociations à l'échelon
le plus élevé, il est également
un grand expérimentateur, relations
avec les partenaires sociaux, les
syndicats, les organismes patronaux
et l'Administration

actuellement Directeur Général Ad-
joint d'une société industrielle de
2.000 personnes qui réalise un
C.A. de 230 millions de francs, il
desire assumer la responsabilité
totale d'une entreprise de dimension
moyenne, à Paris ou en province.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.
20, av. Opéra PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Ecrire à : 14841 CONTEXTE Publ.

(PUBLICITE)

T ÉCONOMIQUE

LA CONFÉRENCE DE L'AVENUE KU

raient accepter de continuer une forme simplifiée

maîtres des deux... et les... pour les... en... de se pro...

La conférence de l'avenue Ku... et les... pour les... en... de se pro...

hésitent à accepter la création de consultation sur l'énergie

En Grande-Bretagne... la communauté israélienne... la passivité gouvernementale... face au boycott arabe...

La communauté israélienne... la passivité gouvernementale... face au boycott arabe...

La communauté israélienne... la passivité gouvernementale... face au boycott arabe...

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ET LES DIFFICULTÉS DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

France et tiers-monde : préparer l'avenir

par JEAN-PAUL GARDINIER (**)

Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

1) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

2) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

3) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

4) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

5) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

6) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

7) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

Aussi, au moment où la France...

4) Cette longue marche de l'humanité...

5) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

6) Les problèmes... par la... tiers-monde... par l'opinion publique française...

les documents de l'Institut de Gestion Sociale

le bilan social

APPROCHES, EXPÉRIENCES, PERSPECTIVES

Cet ouvrage est le premier document... disponible dès le 25 mai...

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Pour la fourniture de deux transformateurs

30/15 KV - 1,6 M.V.A.

Dans le cadre du Projet Infrastructure Touristique financé avec l'aide de la Banque mondiale...

L'ouverture des plis aura lieu le 4 juillet 1977, à 11 heures...

UNE RÉUNION A OTTAWA

Cinquante milliards de francs pour sauver les pays du Sahel

D'ici à l'an 2000, on prévoit qu'il faudra dépenser 50 milliards de francs pour élever le niveau de vie...

Deux Transalpiens français... à l'occasion de la conférence...

Le représentant de l'O.C.D.E. a rappelé que l'aide aux pays sahéliens avait été de 4 280 millions de francs en 1976...

Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, a annoncé aux membres du Club des Amis du Sahel...

Le représentant de l'O.C.D.E. a rappelé que l'aide aux pays sahéliens avait été de 4 280 millions de francs en 1976...

Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, a annoncé aux membres du Club des Amis du Sahel...

Le représentant de l'O.C.D.E. a rappelé que l'aide aux pays sahéliens avait été de 4 280 millions de francs en 1976...

Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, a annoncé aux membres du Club des Amis du Sahel...

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE LA PÉTROCHIMIE

ENTREPRISE SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'engineering, la construction et la mise en service d'une unité de traitement de GPL de 9 à 12 M. tonnes/an à ARZEW.

Le cahier des charges peut être retiré dès la parution de cet avis auprès de la Direction Engineering Central, 10, rue de Sabara, HYDRA.

Tél. : 60-62-86. Télex : SONEC 52.375 DZ.

Les offres devront parvenir à l'entreprise SONATRACH - Division Engineering et Développement, avant le 3 août 1977.

Le délai de validité de l'offre sera fixé à six (6) mois à partir de la date de remise des offres.

A tout niveau d'études, une solution...

Secrétariat-Gestion-Comptabilité ISEEC

Préparation : C.A.P., B.E.P., Bacc G, B.T.S., D.E.S. Institut des Sciences et des Études Économiques et Comptables de Cours Nocturnes

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

Ministério das Minas e Energia

Eletrobras Centrais Elétricas Brasileiras SA

Eletrosul

Centrais Elétricas do Sul do Brasil SA

Usine Hydroélectrique Salto Santiago

Notice de Pré-Sélection des Fournisseurs de Câbles de Contrôle et de Câbles de Puissance à Basse et Moyenne Tensions.

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - Eletrosul - lancera un appel d'offres international limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour la fabrication et la fourniture des matériaux destinés à l'usine de référence située sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat du Paraná, Brésil.

Câbles de contrôle avec isolement pour 600 V.

Câbles de puissance à basse tension, simples classe d'isolement 600 V, en aluminium pour des diamètres égaux ou supérieurs à n° 4 AWG ou en cuivre pour des diamètres inférieurs à n° 4 AWG.

Câbles de puissance à tension moyenne, simples, classes d'isolement de 15 kV à 25 kV, en aluminium.

Chaque proposition devra mentionner les matériaux ci-dessus mentionnés.

Pour le paiement des matériaux, Eletrosul compte sur des fonds de l'emprunt 289/OC-BR signé avec la Banque Interaméricaine de Développement - BID.

À la présélection, pourront participer seulement les fabricants établis en membres du BID, ou en voie de développement membres du Fonds Monétaire international et/ou les pays développés qui, au moment de l'appel, pourront être considérés éligibles par l'entité financière.

Les « Instructions pour Demande de Présélection » peuvent être obtenues, gratuitement, jusqu'au 20 juin 1977 à l'adresse suivante :

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A.

Eletrosul

Diretoria de Suprimentos

Edifício Trajanus

Rua Trajano, 41 - 4.º andar

88.000 - Florianópolis

Santa Catarina

Brasil

CIRCUITS CHOCS

Paris - Paris

L'INDE EN LIBERTÉ

En train de tout changer, 201, 3.740 F

LE TRIANGLE D'OR

Programme bilingue, 151, 3.790 F

TOUR COMPLET DE THAILANDE

Bangkok, les Capitales Royales et les minotirs éternels 211, 4.390 F

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

pour recevoir gratuitement notre brochure

Nom : Adresse : Ville :

Hausmann/Nation/Party 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie/Créteil

— 6 juin, M.....
— 7 juin, M.....
— 8 juin, M.....
soit, journées à 620 F h. t. = Frs h.

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie/Créteil

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie/Créteil

d'un protectionnisme efficace. En fait, les crises nippones ont marché plutôt de cent quinquante millions de dollars, ce qui n'a permis d'établir leur production sur des bases assez larges pour réaliser une véritable économie d'échelle considérable.

Reste que ce système si performant s'effondre dès qu'on en retire une pièce, est condamné au développement... sous peine de la mort. Toyota ne peut se permettre de licencier ou de bloquer les salariés sans risquer de briser tout l'équilibre social. Mais elle est par ailleurs contrainte d'accroître la productivité de ses usines pour demeurer compétitive. Elle n'a donc d'autre solution que d'augmenter sans cesse le rythme de sa production, tout en veillant à ne pas perdre le contrôle de la qualité.

(2) **Toyota** : l'usine du port de Kamata Satohshi, et journaliste. Il s'est fait pendant six mois chez Toyota ouvriers saisonniers en 1972. Son qui relate cette expérience, en 1973 au Japon, où dix-huit exemplaires ont été vendus. Il d'être traduit et publié en aux Editions ouvrières.

SOCIÉTÉ

LES MARCHÉS FINANCIERS

UNION MINIERE S.A.

EXERCICE 1976

ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DU 26 MAI 1977
RAPPORT ANNUEL
COMMUNICATION DU PRESIDENT
M. PAUL-LOUIS CUPPEL

FAITS SAILLANTS

Après une année de croissance remarquable, l'Union Minière a poursuivi sa politique de développement et de modernisation. Les résultats de l'exercice 1976 ont été très satisfaisants, tant au plan financier que technique. Les réserves ont été renforcées et les investissements ont permis d'améliorer la productivité et la sécurité des installations.

PRINCIPAUX CHIFFRES

Produit brut : 1.200 milliards de francs
Chiffre d'affaires : 1.100 milliards de francs
Résultat net : 150 milliards de francs
Dividendes : 100 milliards de francs
Le chiffre d'affaires a augmenté de 10% par rapport à l'exercice précédent, grâce à une meilleure gestion des coûts et à une augmentation des ventes.

PARIS 31 MAI

Calmes et irrégulier

La Bourse de Paris a ouvert ses portes mardi, après le long week-end de la Pentecôte. Ce jour était le dernier pour le règlement des soldes hebdomadaires du terme. Les échanges ont été calmes, quelques ventes bénéficiaires se sont produites sur les valeurs, qui ont été le plus souvent en hausse.

Dans presque tous les compartiments, les cours ont été à la hausse, mais avec des exceptions notables. Les valeurs étrangères ont été particulièrement dynamiques, notamment les actions américaines et japonaises.

LONDRES

Le marché est calme mercredi à Londres. Les cours ont été globalement stables, avec quelques variations mineures. Les investisseurs attendent de nouvelles données économiques avant de prendre des décisions.

VALEURS 31/5

VALEURS	31/5	1/6
Banque Paribas	482	482
Compt. d'Escompte	112	112
Imperial Chemical	127	127 1/2
Shell	528	528 1/2
West. Ind.	174 1/2	174 1/2
West. Ind. (A)	14 1/2	14 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GRANDS MOULINS DE PARIS. — Actes de renforcement de la structure financière de la société. Les actionnaires ont approuvé une augmentation de capital de 100 millions de francs.

NEW-YORK

Wall Street a ouvert ses portes mardi à l'instar d'un week-end de trois jours. Le marché a été calme, avec quelques variations mineures. Les investisseurs attendent de nouvelles données économiques avant de prendre des décisions.

VALEURS 31/5

VALEURS	31/5	1/6
Alcoa	54	54 1/2
A.T.T.	50 1/2	50 1/2
Chrysler	31 1/2	31 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	164 1/2	164 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO	31/5	1/6
1 dollar (en yen)	277 30	277 20

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2
A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2
Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2

PECHINEY UGINE KUHLMANN

BOURSE DE PARIS 31 MAI - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2
A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2
Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2

MARCHÉ A TERME

MARCHÉ A TERME	Cours	Précéd.	MARCHÉ A TERME	Cours	Précéd.	MARCHÉ A TERME	Cours	Précéd.	MARCHÉ A TERME	Cours	Précéd.
Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2
A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2
Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	Cours	Précéd.	COTE DES CHANGES	Cours	Précéd.	COTE DES CHANGES	Cours	Précéd.	COTE DES CHANGES	Cours	Précéd.
Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2	Alcoa	54	54 1/2
A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2	A.T.T.	50 1/2	50 1/2
Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2	Chrysler	31 1/2	31 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2	General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2	IBM	164 1/2	164 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2	Intel	37 1/2	37 1/2

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE PRESSE

La Société Union Minière a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'exercice 1976. Ce rapport contient toutes les informations nécessaires pour vous tenir au courant de l'activité de la société.

STEG

STEG (Société Tunisienne d'Electricité Générale) a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'exercice 1976. Ce rapport contient toutes les informations nécessaires pour vous tenir au courant de l'activité de la société.

STEG

STEG (Société Tunisienne d'Electricité Générale) a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'exercice 1976. Ce rapport contient toutes les informations nécessaires pour vous tenir au courant de l'activité de la société.

STEG

STEG (Société Tunisienne d'Electricité Générale) a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'exercice 1976. Ce rapport contient toutes les informations nécessaires pour vous tenir au courant de l'activité de la société.

STEG

STEG (Société Tunisienne d'Electricité Générale) a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'exercice 1976. Ce rapport contient toutes les informations nécessaires pour vous tenir au courant de l'activité de la société.

STEG

STEG (Société Tunisienne d'Electricité Générale) a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'exercice 1976. Ce rapport contient toutes les informations nécessaires pour vous tenir au courant de l'activité de la société.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. AFRIQUE
3. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : une interview de M. Raymond Eddé.
3. ASIE
4. DIPLOMATIE
- 4-5. AMERIQUES
- JAMAÏQUE : un nouveau régime de type « cubain » va-t-il s'instaurer dans les Caraïbes ?
6. EUROPE
- 6-7. L'ELECTION DU PARLEMENT DE STRASBOURG
- « Vers le volapük », par Jacques Dubé-Bridel.
- « L'enjeu », par René Foch.
- « L'Europe de Gribouille », par Bertrand Renaudin.
- 8 à 11. POLITIQUE
- Les travaux parlementaires.
- L'actualisation du programme commun.
- 12-13. EDUCATION
- « Scènes de la vie de Vincennes » (II), par Philippe Boggio.
13. DEFENSE
- La Cour des comptes estime qu'il faut rétablir un strict contrôle de la gestion financière des armées.
13. RELIGION
- Création du mouvement chrétiens pour le socialisme.
14. JEUNESSE
- Chaque cent mille visiteurs par ou C.I.D.I.
16. JUSTICE
- Les difficultés du Crédit agricole de Toulouse.
- 17 à 20. LE XXXI^e SALON INTERNATIONAL DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 11 à 20

- THEATRE : la mise en scène de la lecture : Victorine Giamma à Rome.
- ARTS : les Malassis à Montreuil ; Artistes-artistes au Musée des arts décoratifs ; Christian à New-York.
- DANSE : les Ballets de la Cité à Grand-Quevilly ; la Quinzaine de Chalon-sur-Saône ; les petits rats de l'Opéra.
- CULTURE : Droits et devoirs du créateur.

32-33. EQUIPEMENT

- TRANSPORTS : le gouvernement fédéral américain intervient dans le procès du spermocule.

33. PONE REGION A L'AUTRE

42 à 45. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- La recherche du Japon (II), par Véronique Marais.
- La conférence Nord-Sud.

LIRE EGALLEMENT

RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (24 à 41) :
Aujourd'hui (30) ; Carnet (31) ;
Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Bourse (47).

JB

BAUME & MERCIER

GENEVE 1930

JB

J.BERNARD

6, rue du Faubourg St-Honoré
PARIS 8^e

1418

A B C D E F G

Le trafic de drogue à Paris-VIII

Polémique entre le chef de la brigade des stupéfiants et le président de Vincennes

La police a-t-elle fait preuve de mollesse à l'égard des trafiquants de drogue qui exercent à l'université de Paris-VIII-Vincennes ? La polémique se développe entre le chef de la brigade des stupéfiants, le commissaire André Solères, et le président de Vincennes, M. Pierre Merlin.

Le samedi 28 mai, M. Solères écrivait au président de Paris-VIII, M. Pierre Merlin. Le premier a rendu ce texte public le mardi 31 mai.

Le commissaire Solères fait d'abord état de deux communications du président de Vincennes. Le 18 mai, M. Merlin déclarait : « La police n'a manifesté aucune réaction, prise aucune mesure pour stopper la source d'un trafic largement contrôlé par le milieu. » Le 27 mai, le président de Vincennes, répliquant aux propos de Mme Alice Saunier-Selb au Sénat, affirmait : « Jusqu'à la veille de sa déclaration fracassante, les forces de police n'ont rien obtenu de la moindre action visant à arrêter à l'extérieur de l'université les trafiquants dont les allées et venues ne pouvaient leur échapper » (Le Monde des 22 et 28-30 mai).

« Aucune stratégie », écrit M. Solères, « a justifié ce transvasement de la police contre un trafiquant le mercredi 25 mai, à la veille de la déclaration de Mme Saunier-Selb, s'explique-t-elle par une volonté de « provocation » ? Le commissaire Solères rappelle à M. Merlin qu'ils s'étaient rencontrés la veille et que les « modalités d'intervention » de la brigade des stupéfiants « n'ont été définies qu'un cours de [est] entretenu du 24 mai sous l'égide du recteur Mallet ».

« M. Gérard Furnon, P.-D.G. d'une entreprise de confection à Saint-Christol-les-Alais (Gard), a décidé de demander des dommages et intérêts, sur citation directe, à M. Georges Séguin et Henri Krauch, secrétaire général et secrétaire confédéral de la C.G.T. C'est, ce qu'a annoncé, le mardi 31 mai, son avocat M. Pierchon, en précisant que M. Furnon considère que la C.G.T. a « politisé » le conflit qui oppose, depuis plus d'un mois, le patron gardois à une partie de son personnel, qui a constitué une section syndicale C.G.T. au sein de l'entreprise ».

« Le Français Bernard Rinaldi a gagné la première étape, Orange-Saint-Etienne, du Dauphiné libéré. Il devance dans l'ordre les Belges Eddy Merckx et Lucien Van Impe, le Français Bernard Thévenet et le Néerlandais Jov Zoetemelk ».

M. MERLIN : discréditer l'université

Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris mercredi 1^{er} juin, M. Pierre Merlin a répondu au commissaire Solères. Le président de l'université, qui veut pas discréditer l'université de Vincennes, a déclaré que la brigade des stupéfiants, laisse entendre cependant que si la police n'est pas intervenue de façon efficace depuis l'apparition du marché de la drogue sur le campus universitaire, c'est « parce qu'elle obéit à des personnes qui, en haut lieu, ont l'intention de discréditer l'université de Vincennes ».

Le recteur Robert Mallet a demandé cette intervention depuis le mois de mars et jusqu'au 25 mai, le lendemain du jour où il a réitéré cette demande — rien n'a été entrepris.

Quant à l'arrestation, le 25 mai, d'un trafiquant — les policiers en civil ont été bousculés par des jeunes défenseurs du dealer — appréhendé, M. Solères affirme qu'il s'agit d'étudiants et d'enseignants gauchistes — plusieurs responsables du conseil de l'université ont déclaré qu'ils n'ont pas vu de tels incidents et qu'ils ont tenté à plusieurs reprises, de mettre fin au trafic.

Le président de Vincennes déclare qu'il y a dans cette affaire « volonté de salir l'université de Vincennes ». « Le meilleur antidote pour venir à bout du trafic, estime-t-il, demeure celle qui a été définie par le commissaire Solères lui-même : repérer les trafiquants à l'intérieur du campus, les suivre, et les arrêter en temps voulu. Même si cette méthode, le 25 mai dernier, n'a pas été sans rencontrer de difficultés ».

(Lire page 12 la suite de l'enquête de Philippe Boggio : « Scènes de la vie de Vincennes »).

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départ de Paris

LISBONNE	650 F
ATHENES	700 F
ISTAMBUL	700 F
LE CAIRE	1 100 F
MONTREAL	1 360 F
NEW-YORK	1 450 F
BANGKOK	2 250 F

Départ de Bruxelles

MEXICO	2 250 F
--------	---------

Départ de Zurich

LIMA	1 800 F
------	---------

Aller-retour
VOLS A DATES FIXES

CIRCUITS ORGANISES

Decouverte de l'Albanie
Deux semaines tout compris
Départ toutes les semaines du 2 juillet au 17 septembre
1 800 F

Decouverte du Viet Nam
du 19 juin au 6 juillet
5 650 F
du 12 juin au 6 juillet
6 995 F

Renseignements et inscriptions à :
NOUVELLES FRONTIERES
TOURAVENTURE
33, Av. Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél. : 325.12.14
34, rue Franklin
69002 LYON
Tél. : 37.16.47.

Venez visiter nos 5 étages d'exposition

Le plus grand choix de marques de Paris
Neuf et occasion toutes marques
Location - Vente - Achet - Réparations - Accord - Transport

hamm Pianos Orgues
Instruments de musique

135-139 r. de Rennes - Paris 75005 - Tél. : 544 38-08
Parking - Près gare Montparnasse

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Établissement privé d'enseignement technique, supérieur

Préparation sur trois ans, simultanée ou non, aux diplômes d'Etat suivants :

- Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures (Cours du jour ou du soir)
- B.T.S.D. (Brevet de Technicien Supérieur de Distribution)
- D.E.L.G. de Sciences économiques et 1^{re} année de la Maîtrise de gestion (pour bacheliers uniquement)

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 (Documentation gratuite sur demande)

A Paris

DES OUVRIERS DU LIVRE « OCCUPENT » LES TOITS DE L'HOTEL DE VILLE

Une délégation a été reçue par M. Doublet

Une délégation d'ouvriers du Livre ont « occupé », ce mercredi 1^{er} juin, les toits de l'hôtel de ville de Paris pour réclamer l'ouverture de négociations dans le cadre du « Parisien libéré ».

Les manifestants, qui s'étaient installés dès 8 h. 30 sur les toits des toits du bâtiment, avaient déployé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Parisien libéré » : vingt-six mois de conflit, cela vous concerne M. Châtelet ou M. Châtelet, négociations. Pendant deux heures, les ouvriers du Livre ont scandé des slogans face à un important service d'ordre. De l'autre côté de la place de l'Hôtel-de-Ville, à l'entrée de l'avenue Victoria, trois cents autres manifestants étaient venus soutenir leurs camarades.

En l'absence de M. Jacques Châtelet, maître de Paris, qui se trouvait à l'Assemblée nationale, une délégation de six personnes composée de membres du bureau interprofessionnel des ouvriers du Livre C.G.T. et de M. Jean-Pierre Trépo, délégué syndical du « Parisien libéré », a été reçue par M. Claude Doublet, directeur du cabinet de M. Châtelet, après que les manifestants eurent rempli les banderoles et quitté les toits de l'Hôtel de Ville. M. Doublet a fait remarquer à la délégation que le procès était inévitable, car l'hôtel de ville n'est pas un ministère, mais une maison commune et a indiqué qu'il transmettrait à M. Châtelet leur demande d'audience.

Le maître de Paris doit décider d'ici quinze jours s'il recevra ou non les ouvriers du « Parisien libéré ».

La délégation a ensuite quitté l'hôtel de ville, accompagnée des manifestants, sans que ces derniers soient inquiétés par les forces de police. M. Denis Baudouin, chargé des relations extérieures et de l'information à la mairie de Paris, a indiqué que cet incident était regrettable et qu'il favorisait des mesures seraient prises pour que cela ne se reproduise pas.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} juin 1977 a été tiré à 564 806 exemplaires.

DECORATION

TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMES

Toiles de lin, de coton, Satins et chinés imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc.

Importations directes de tissus américains, anglais, suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris originaux.

Les prix :
de 12 F à 87 F le mètre
(tous nos tissus sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

Old England

a choisi pour vous

Young Man's Shop
Costume et veston Wash & Wear... 930 et 650 F
Bermuda et pantalon coton... 230 et 270 F

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

LES PRISES D'OTAGES AUX PAYS-BAS

La lassitude paraît gagner les commandos moloquois

De notre envoyé spécial

Assen. — Dix jours déjà, et le drame des otages aux Pays-Bas semble presque s'effacer devant la routine. Les quatre wagons jaunes et bien de l'« InterCity » se sont fondus dans le paysage, intégrés au décor. On ne s'arrête même plus, le long de la route qui mène à Groningue, pour regarder aux enfants, grimés sur le train, le train en panne au milieu des champs. C'est tout juste si l'on ralentit, le temps de jeter un œil et de constater « qu'ils sont bien toujours là ». A Siméon aussi tout paraît au point court autour de la petite école délaissée de ses enfants. Deux fois par jour, photographes et caméraman abandonnent un instant leurs tentes et leurs chaînes longues pour surprendre, au télé-objectif, les images devenues banales d'un ravitaillement au scénario inimitable : deux policiers poussent un chariot jusqu'à 100 mètres de l'école, où les attendent deux jeunes moloquois qui prendront le relais et rapporteront la valisette sale.

Mais dans la partie serrée qui se joue heure par heure, et au bout du fil, entre les commandos et deux psychologues attentifs à la moindre de leurs réactions, le rapport des forces — on le sait aujourd'hui — s'est peu à peu inversé. Instruits par l'expérience de Beilen — où, en 1975, les Moloquois avaient « tenu » douze jours — les autorités néerlandaises insistent sur la présence d'adversaires qui, maîtres du jeu aux premières heures de leur coup de main, ressentent désormais leur isolement.

« Surtout, on a vu qu'ils voulaient qu'un « Jumbo » les emmène ? Le savaient-ils eux-mêmes ? Il a suffi qu'un psychologue leur demande un plan de vol pour que s'ouvre la boîte d'une réalité crue : qui donc voudrait d'eux ? On est loin, aujourd'hui, des exigences avancées à l'heure d'une aventure : comme pour nos camarades, nous ne sommes plus l'objet de discussions, ni en général ni en détail. Sur ce point, l'affaire semble entendue : plus question de libérer les auteurs des précédents ».

DOMINIQUE FOUCHIN.

Old England

a choisi pour vous...

Au masculin

Blazer bleu marine droit ou croisé, 100 % laine 540 F

Veste sport, grand choix de tweeds, saxonnes, peignées, à partir de 660 F

Costume été pure laine 1180 F

Pantalon léger, polyester et laine, 4 coloris 225 F

Imperméable léger, 100 % popeline coton 670 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

COURS RICHELIEU

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Ternes - 75017 PARIS

Renseignements : Tél. : 380-53-00 et 754-26-05

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

Externat - Demi-Pension

Old England

a choisi pour vous

Young Man's Shop
Costume et veston Wash & Wear... 930 et 650 F
Bermuda et pantalon coton... 230 et 270 F

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30